

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES GESTION.**

Département des Sciences Commerciales

**Mémoire de fin de Cycle
Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales**

Option : Finance et Commerce International

Thème

Les chaînes de valeur mondiales : quelles perspectives pour l'Algérie ?

Etude comparative, Algérie/Tunisie

Réalisé par :

AMAOUCHÉ Syla
ZELLEĞ Tiziri

Encadreur :

M^r MAHOUI Karim

Membre du Jury

Président : M BOUROUAHA
Examineur : M MOUSSAOUI
Promoteur : M MAHOUI Karim

Promotion 2015-2016

Remerciements

*Nous tenons à remercier en premier lieu notre
promoteur Monsieur MAHOU Karim, de nous
avoir guidées et orientées.*

*Bien sûr, nos remerciements s'adressent aussi à toute
personne ayant contribué de près ou de loin à
l'élaboration de ce modeste travail.*

Dédicaces

Tout d'abord, nous remercions Dieu le Tout-Puissant de nous avoir donné le courage, la santé, la volonté pour mener à bout ce modeste travail.

Ensuite, on le dédie à :

Nos chers parents pour leurs soutiens.

Nos familles et nos proches.

Nos amis sans exception.

Thiziri, Sylia

Liste des abréviations

| Abréviation | Désignation |
|--------------------|--|
| ANDI | Agence Nationale de Développement de l'Investissement |
| BRICS | Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (groupe de cinq pays riche dans l'économie mondiale) |
| CE | Commerce Extérieure |
| CI | Commerce International |
| CNIS | Conseil national de l'information statistique |
| CNUCED | Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement |
| DIT | Division Internationale du Travail |
| FTN | Firmes Transnationales |
| IAA | Industries Agro Alimentaire |
| IDE | Investissement Directs Etrangers |
| IME | Industries électrique, Mécanique et Electroniques |
| NDIT | Nouvelle Division Internationale du Travail |
| NPE | Nouveaux Pays Exportateur |
| OCDE | Organisation de Coopération et de Développement Economique |
| OLI | Ownership, Localisation, Internalisation |
| OMC | Organisation Mondiale du Commerce |
| PIB | Produit Intérieur Brut |
| PMA | Pays Moins Avancés |
| PME | Petit et Moyen Entreprise |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| R-D | Recherche et Développement |
| TIC | Technologie de l'information et de la communication |
| TVA | Taxe sur la valeur Ajouté |
| VA | Valeur Ajouté |

Liste des tableaux

| Tableau n°: | Dénomination | Page |
|--------------------|---|-------------|
| 01 | L'évolution de la part des importations de l'année 2015 et 2016..... | 43 |
| 02 | L'évolution de la part des produits hors hydrocarbures (HH) exportés par l'Algérie de l'année 2014 et 2015..... | 44 |
| 03 | Importations du blé dur, blé tendre, l'orge et le maïs en quantité et en valeur de l'année 2014 et 2015..... | 46 |
| 04 | Les exportations des céréales de l'année 2014 et 2015..... | 47 |

Liste des figures

| Figure n°: | Dénomination | Page |
|------------|--|------|
| 01 | Différence entre ancienne DIT et nouvelle DIT..... | 13 |
| 02 | La Chaîne de Valeur (Michael Porter, 1980)..... | 14 |
| 03 | La répartition de la VA tout au long des CVM..... | 16 |
| 04 | Les principales pistes d'intégration dans les CVM..... | 19 |
| 05 | Le dégroupage des échanges: croissance des échanges tirée par les biens intermédiaires, 1992-2012..... | 28 |
| 06 | participation de l'Afrique de sud par secteur aux CVM..... | 31 |
| 07 | Les trois principaux secteurs exportateurs chinois..... | 34 |
| 08 | La part des Exportations (%) des produits manufacturés chinois..... | 34 |
| 09 | Part des exportations tunisiennes totales en pourcentage, 2012..... | 37 |
| 10 | Structure des exportations marocaines par secteur, 2013..... | 39 |
| 11 | Les principaux produits importés par Algérie..... | 42 |
| 12 | Les principaux produits exportés par l'Algérie..... | 44 |
| 13 | le commerce extérieur de l'Algérie et la ressource pétrolière de l'année 2014..... | 50 |
| 14 | Les principaux secteurs productifs contribués au PIB (%) ,2013..... | 52 |
| 15 | PIB tunisien par secteur (%), 2013..... | 53 |
| 16 | Coûts à l'exportation et l'importation de l'Algérie et Tunisie, en2014 (milliard \$)..... | 54 |
| 17 | Les principales exportations pour l'Algérie et Tunisie en 2014..... | 55 |
| 18 | Les principales importations pour l'Algérie et Tunisie en 2013..... | 56 |
| 19 | Les principales destinations de l'Algérie et Tunisie en 2014..... | 57 |
| 20 | Les principaux fournisseurs pour l'Algérie et Tunisie, 2014..... | 58 |
| 21 | Exportation des produits hors matières premières en milliard \$, 2012..... | 59 |
| 22 | Marché d'exportation des produits agricole, produits manufacturé (%) Algérie, Tunisie, 2012..... | 59 |
| 23 | Indicateurs de facilité de faire des affaires, classement mondiale, 189 pays, 2013..... | 60 |
| 24 | L'évolution des flux d'IDE en Algérie et Tunisie en % du PIB, 2013..... | 61 |
| 25 | Participation de l'Algérie et Tunisie aux CVM, 2013 parts du total des exportation en valeurs ajouté..... | 62 |

Sommaire

| | |
|------------------------------------|----|
| Introduction générale | 01 |
|------------------------------------|----|

Chapitre I : La mondialisation par les chaînes de valeur mondiales

| | |
|---|----|
| Section 01 : la nouvelle forme de la division internationale du travail (DIT)..... | 04 |
| Section 02 : les chaînes de valeurs mondiales (CVM) | 13 |

Chapitre II : Les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique

| | |
|---|----|
| Section 01 : les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique : Approche théorique | 23 |
| Section 02 : Expériences de quelques pays émergents et non émergents dans leurs intégrations des CVM..... | 30 |

Chapitre III : Etude comparative du commerce extérieur entre l'Algérie et la Tunisie

| | |
|---|----|
| Section 01 : Cadre général du commerce extérieur Algérien | 44 |
| Section 02 : les économies algérienne et tunisienne dans les CVM | 51 |

| | |
|----------------------------------|----|
| Conclusion générale | 67 |
|----------------------------------|----|

Bibliographie

Introduction générale

Le rythme rapide de la mondialisation a suscité un intérêt vivant et une importance prioritaire pour les autorités de nombreux pays. La forte compétitivité induite par ce phénomène a conduit les pays à développer des politiques d'intégration économique internationale différentes en fonction du degré d'ouverture et de la libéralisation des échanges en général, mais aussi des politiques commerciales, d'investissement et d'innovation que chaque pays déploie. C'est-à-dire que l'intégration économique internationale ne peut être définie que dans le cadre d'une politique globale, voire dans le cadre d'un modèle de développement.

Dans ce contexte, le rythme et l'ampleur de la mondialisation sont liés à l'émergence du phénomène des chaînes de valeur mondiales (CVM). Celles-ci, correspondant à la segmentation des activités de production entre plusieurs sites et pays, ont, en effet, stimulé les échanges internationaux, notamment les échanges des produits intermédiaires qui représentent environ la moitié du commerce international.

La mondialisation par les chaînes de valeur a pour objet d'augmenter l'exposition aux nouvelles technologies, aux capacités techniques ce qui favorisera les gains de productivité pour les pays, un moyen d'accélérer leur développement et offrent des ouvertures pour renforcer leurs capacités. L'important est de s'intégrer à des réseaux mondiaux, l'intégration économique actuelle n'est plus limitée aux pays de l'OCDE, mais elle fait également intervenir de grands acteurs émergents sur la scène mondiale tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie.

Les pays émergents et en développement prennent des parts croissantes dans le commerce international, particulièrement à travers de leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

L'adhésion d'un pays à l'OMC peut faciliter son intégration aux CVM telle que la Tunisie, qui est bien intégrée dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), notamment dans trois secteurs industriels : le textile-habillement, l'industrie agroalimentaire et les industries mécaniques.

En revanche, l'Algérie est un pays en développement, qui est faiblement intégré dans les CVM, leur intégration est significativement limitée sur l'exportation de ressources naturelles, en particulier « le pétrole ». Ces deux dernières années, notre pays a connu une tendance baissière de pétrole. La baisse des prix du pétrole sur le marché international n'est pas la bienvenue pour l'économie algérienne car elle menace directement la rente liée aux

exportations des produits hydrocarbures, qui pourrait fixées le pas aux différents projets lancés par le gouvernement.

Pour bien structurer notre travail, nous s'intéressons à la situation économique de notre pays vis-à-vis le commerce extérieur. Nous avons pu fonder une orientation à notre recherche qui est la problématique suivante :

« Quel est le positionnement actuel de l'économie algérienne par rapport aux chaînes de valeur mondiales (CVM) ?

De cette principale question découlent les questions auxiliaires qui guideront notre analyse sont :

- Quelle est l'intérêt de l'intégration des différents secteurs économiques dans les chaînes de valeur mondiales ?
- Quelle est la forme/mode d'intégration qui permettra la réussite d'un pays de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales ?

Présentant brièvement les hypothèses à vérifier pendant notre étude :

H1 : Avec la nouvelle forme de la DIT/mondialisation, la croissance d'un pays est déterminée par l'intégration de son économie dans les CVM.

H2 : Une structure diversifiée des exportations a un rôle positif pour réussir l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Methodologie de la recherche

1) Revue de la littérature : les fondements théoriques des chaînes de valeur mondiales : les théories des avantages absolus, comparatifs...

En plus des rapports des institutions internationales sur les CVM : ceux de l'OMC et de l'OCDE qui ont appelé à substituer, dans les échanges commerciaux, la comptabilité par les valeurs ajoutées à celle des Tableaux Entrées Sorties. En plus, ces institutions fournissent des bases de données utiles permettant de faire un benchmarking entre les pays.

2) L'analyse du potentiel d'intégration de l'économie algérienne aux chaînes de valeur mondiales : Ce potentiel est examiné par la méthode du benchmarking avec quelques pays de l'Afrique et en particulier avec le voisin, la Tunisie. Celle-ci a été considérée par de nombreux auteurs et institutions comme un exemple d'intégration. Il serait donc intéressant de comparer le potentiel de l'Algérie par rapport à celui de la Tunisie tout en tenant compte du biais qui peut être issu de cette comparaison. L'analyse SWOT a été

mobilisée comme méthode de comparaison. L'objectif est de montrer qu'en dépit d'éléments de grandeur à la faveur de l'économie algérienne (taille, potentiel de diversification, de ressources...), la Tunisie enregistre des performances exemplaires qui dénotent l'existence d'une "véritable" stratégie d'intégration contrairement à l'Algérie.

Le présent travail est structuré autour de trois chapitres :

- Le premier chapitre constitue les nouvelles formes de la mondialisation : Nous aborderons dans la première section la nouvelle forme de la division internationale du travail, qu'est ce qu'on entend par DIT et NDIT. Quant à la deuxième section, elle met l'accent sur les chaînes de valeur mondiales.
- Le second chapitre comportera également deux sections, il est consacré à présenter les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique : la première a pour présenter les approches théoriques de la croissance économique et l'impact des chaînes de valeur mondiales sur celle-ci. La deuxième, expériences de quelques pays émergents et non émergents dans les chaînes de valeur mondiales.
- Enfin, dans le troisième chapitre nous essaierons d'analyser le commerce extérieur Algérien et Tunisien (approche comparative).

CHAPITRE –I-

La mondialisation par les chaînes de valeur mondiales

Chapitre I :

La mondialisation par les chaînes de valeur mondiales

Le commerce international prend de l'ampleur de plus avec l'intégration des pays et l'ouverture des échanges commerciaux, liée au phénomène de la mondialisation qui permis une croissance économique mondiale de nos jours. Avec ces intégrations et ouvertures, les exportateurs et les importateurs doivent trouver les meilleurs moyens de commercialisation.

Le commerce s'est propagé aux pays en développement par les fabrications de produits de masse nécessitant beaucoup de main d'œuvre non qualifiée, aussi, les pays industriel concernant les fabrications de produits à forte valeur ajoutée. Ensuite, par les progrès des pays devenus « Émergents », donc capables d'avoir des fabrications de plus. Pour analyser la réalité de commerce international actuel, il faudrait étudier leurs nouvelles formes par le fait de la mondialisation.

Dans ce premier chapitre nous appréhenderons les nouvelles formes de la mondialisation, on présentera d'abord et dans une première section, la nouvelle division internationale du travail, puis dans une deuxième section, les chaînes de valeur mondiales.

Section I : la nouvelle forme de la division internationale du travail (DIT)

L'échange des biens et services entre les sociétés approfondie des tâches entre les nations, c'est un phénomène récent car une division du travail entre les pays a succédé une forte progression dans les industries.

Le commerce international a enregistré une expansion remarquable, notamment la fin de la seconde guerre mondiale, avec les modalités actuelles de répartition internationale. Dans cette section on va présenter la nouvelle DIT.

1. Le concept de la division internationale du travail (DIT) :

La DIT correspond à la répartition de la production mondiale de biens et services entre les pays ou les zones plus ou moins spécialisés. De ce fait, est une opération de la division du travail appliquée au commerce international.

Depuis la première révolution industrielle, jusqu'à la fin des années 1960, est une période caractérisée par une division traditionnelle du travail entre les pays, attribue aux pays

développés, spécialisés dans des produits manufacturés et aux pays en développement par la fabrication des produits de base (matières premières, produits agricoles) souvent pays du sud.

En effet, la division du travail est un élément essentiel pour comprendre l'ensemble des mécanismes qui sont à l'origine de l'apparition de la grande industrie, moyen d'accroître la production et de favoriser la croissance économique. Le concept de la division internationale du travail (D.I.T.) fait référence à la spécialisation des économies nationales dans des activités, laquelle donne lieu à des échanges commerciaux.

Certains auteurs sont parfaitement clairs sur ce point :

En 1776, **A. Smith** est l'un des premiers économistes à s'interroger sur la DIT, selon lui, le premier moyen d'augmenter la production est de diviser le travail, élargit le concept de division du travail entre individus à la division du travail entre les pays¹. L'ouverture des frontières pour un pays est bénéfique car il permet à chaque pays de valoriser ses meilleures aptitudes et de se procurer à l'extérieur des produits qui lui coûteront moins chers à acheter qu'à fabriquer. Chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle les coûts de production sont les plus faibles. Cette théorie repose sur l'hypothèse selon laquelle chaque pays est meilleur dans certains secteurs de production. L'échange international permet donc aux différents pays d'écouler leurs surplus de production, d'élargir les marchés, d'accentuer la DIT.

Cet aspect fait référence à la spécialisation des économies nationales dans des activités particulières de production, l'économie nationale se présente le plus souvent dans le cadre de l'évolution générale des théories de la DIT, on se trouve la situation **ricardienne** a pour fondement une différence dans les conditions de production qui se traduit par les structures différents de prix relatifs. L'apport principal de Ricardo à la théorie du commerce international est le principe des avantages comparatifs : ² lorsqu'un un pays se spécialise dans la production pour laquelle il est, comparativement à ses partenaires, le plus avantageux ou le moins désavantagé, il est alors assuré d'être gagnant au jeu du commerce international. Si la spécialisation internationale se fait selon ce principe et si les nations entrent dans l'échange, elles peuvent alors simultanément gagner aux échanges internationaux.

Cette spécialisation semble l'effet d'une DIT assez large à l'échelle des nations. Le concept d'avantage comparatif a été perfectionné par un autre modèle, un prolongement considère comme très important, se situe dans cette perspective, il s'agit de la célèbre loi des

¹ JEAN Bourdariat, « le commerce international », L'Harmattan, Paris, 2011, P25.

² RAINELLI Michel, « la nouvelle théorie du commerce international », Editions la découverte, Paris, P10.

proportions de facteurs ou le modèle **HOS** (Heckscher-Ohlin, puis Samuelson) pour expliquer les prix relatifs par des différences dans les conditions naturelles de la production, des facteurs de production, travail(t) et capital(k), explique la spécialisation internationale à partir des dotations relatives en facteurs³. Selon ce théorème chaque pays produit et exporte le bien pour lequel son facteur de production est le plus abondant relativement. En effet, plus le facteur de production est abondant, plus son prix relatif est bas. Le produit qui nécessite ce facteur de production est donc relativement peu coûteux. Autrement dit, un pays se spécialise dans les biens à forte intensité de capital, s'il a plus de capital, ou dans les biens à forte intensité de main-d'œuvre, s'il a plus de travail. Une industries ou un bien est intensif en capital si son ratio K/L est plus élevé que d'autre industries, par exemple une économie à deux biens (pétrole et vêtement), le pétrole est intensif en capital impliquant l'inégalité $(K/L)_P > (K/L)_V$. L'analyse symétrique prévaut pour le vêtement c'est-à-dire qu'il est intensif en travail.⁴

Ces théories traditionnelles ont fait l'objet, au fil du temps, de critiques et de mises en cause diverses sur de nombreux points, ont analysées en termes de différences de productivité entre les pays, soit par l'application des avantages comparatifs (Ricardo), soit en terme des dotations de facteurs HOS. Le modèle ricardien explique les échanges internationaux en comparant les différences de productivité entre les partenaires commerciaux. Les pays exportent les biens pour lesquels ils disposent non pas d'un avantage absolu (Smith), mais d'un avantage comparatif de sorte que chaque pays participant au commerce international tire avantage de ces échanges.

Le commerce international s'est développé avec le développement des techniques mais aussi des pays, ce qui a modifié la spécialisation internationale. Il est d'usage de parler de « nouvelle division internationale du travail », à propos des modalités actuelles de partage international des tâches, un phénomène qui a connu une accélération récente.

2. L'élargissement de la division internationale du travail :

2-1 Les faits de la nouvelle DIT :

A partir des années 1970, le monde a connu une période assez comparable d'ouverture des économies et de croissance rapide des échanges mondiaux, abouti à une reconfiguration de la DIT, d'où l'apparition de la Nouvelle Division Internationale du Travail. Dans laquelle

³ Idem, P5.

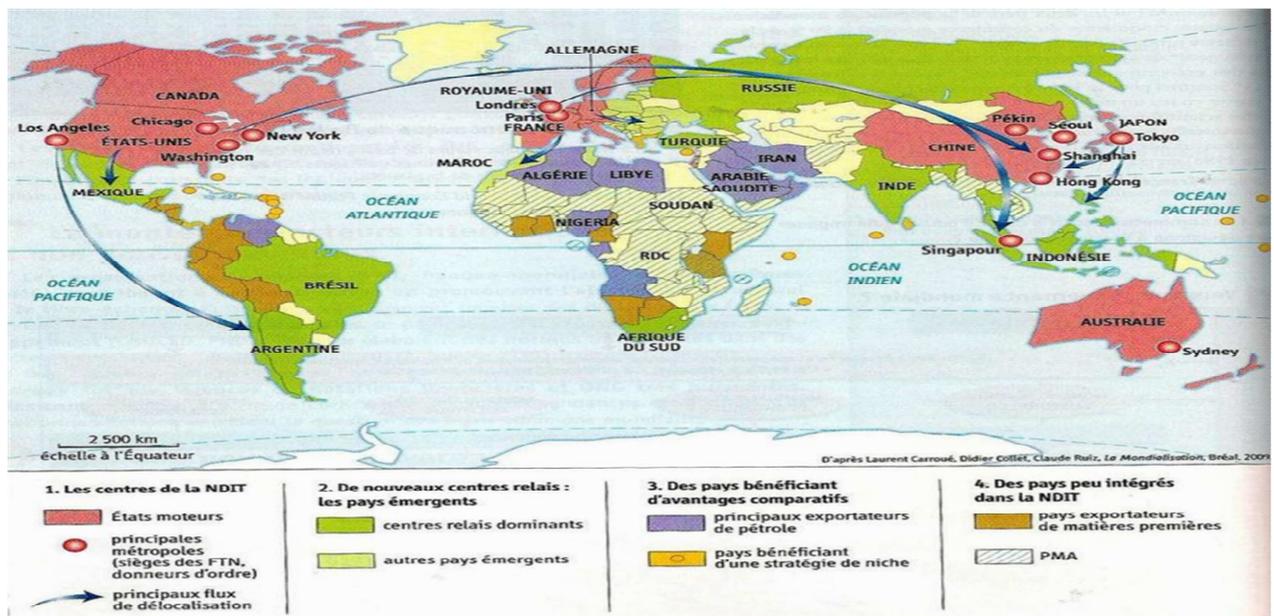
⁴ NYAHOHO Emmanuel. PROUX Priere-Paul, « le commerce international », Presses de l'université du Québec, Canada, 2000, P117.

les économies nationales ne sont pas intégrés de la même façon dans le commerce international⁵, elle parle de la nouvelles spécialisation des économies nationales, Avec le développement des techniques certains pays du Sud se sont mis à fabriquer des produits manufacturés (du textile, par exemple) à faible valeur ajoutée, c’elles ci commencent même à produire des services (centre d’appels téléphoniques au Maroc, logiciel en Inde) . Les pays développés ont tenté de se spécialiser alors dans l’industrie de pointe à forte valeur ajoutée, les productions à forte teneur technologique, ainsi que dans les services de conception, les services financiers, les biens d’équipement .en effet les pays les moins avancés (PMA) conservent l’exploitation des matières premières.

Cette nouvelle division internationale du travail a mis à l’apparition du commerce intra-branche. Ce dernier concerne un échange de produits similaires c'est à dire du même secteur (branche) d'activité. Mais aux caractéristiques différentes (par exemple, l’automobile).

Le commerce intra-branche est majoritaire dans les échanges entre pays développés, entraînant ainsi un flux d’échanges entre les pays du Nord.

La carte suivante montre que la nouvelle division internationale du travail (NDIT) n’intègre pas toutes les économies nationales de la même façon dans le commerce international.



Source : les yeux du monde.fr, qu’est-ce que la division internationale du travail.

⁵ Sophie GUILLERMIN-GOLET « Qu’est-ce que la division (internationale) du travail ? » Les Yeux du monde.fr (4 novembre 2015), <http://les-yeux-dumonde.fr/ressources/23683-quest-ce-la-division-internationale> consulté le 20/02/2016

➤ **La NDIT s'opère entre 03 vague essentiel :**

• **Première vague :**

- **Les 04 dragons** : sont des pays développés d'Asie de l'Est qui ont amorcé leur développement dans les années 1980. Ces dragons sont : la Corée du Sud, Taïwan, Singapour et Hong-Kong.

Ils ont mis en œuvre une stratégie économique d'industrialisation rapide fondée sur l'exportation et la sophistication progressive de ses activités qui a permis le décollage économique au point où, ces Etats rivalisent avec les nations industrialisées d'Occident⁶

• **Deuxième vague :**

- **Les 04 tigres** : Après les griffes acérées des quatre dragons, les quatre tigres montrent les crocs. « Les tigres asiatiques » est le surnom donné à 04 pays qui sont : Thaïlande, Indonésie, philippines, Vietnam⁷ dans la même région, ces nouveaux pays se développent très rapidement et deviennent de plus en plus compétitifs, ces États qui sont dits « nouveaux pays exportateurs » (NPE).

• **Troisième vague :**

- **Les BRICS** : BRICS est un acronyme pour désigner le groupe de cinq pays : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud⁸, Comme des grandes puissances économiques montantes appelées à remettre en cause la domination des pays riches dans l'économie mondiale.

2-2 Les nouvelles théories :

Toute évolution du commerce international traduit un changement total du monde et certains théoriciens ont profondément marqué le raisonnement en économie internationale. Le cadre défini par Dunning constitue un point de départ des nouveaux éléments théoriques, il

⁶ Histoiretech, Les quatre dragons d'Asie : étude économique.

<https://histoiretec.wordpress.com/2014/04/17/lesquatre-dragons-dasie-etude-economique/> consulté le 12/03/2016

⁷ Usinenouvelle.com, compétitivité les tigres asiatiques concurrencent leurs voisins.

<http://www.usinenouvelle.com/article/competitivite-les-tigres-asiatiques-concurrencent-leurs-voisins.N137905> consulté le 18/03/2016

⁸ Christophe JAFFRELOT, Jérôme SGARD, « **B.R.I.C.S.** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ex-B.R.I.C. », *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bresil-russie-inde-chine-afrique-du-sud-ex-b-r-i-c/>, consulté le 01/03/2016

propose une approche globale des facteurs explicatifs de l'investissement direct (paradigme OLI, pour Ownership, Localisation, Internalisation). Celui-ci fait de la multinationalisation le résultat

D'une combinaison de trois éléments interdépendants :

- Avantage spécifique (ownership advantage) : est la possession par l'entreprise d'actifs incorporels susceptibles d'être exploités de manière rentable à une échelle relativement large (la technologie, brevets, droits d'auteur, compétences, noms de marque, réseaux de commercialisation...).
- Avantage à la localisation : est l'existence d'un avantage à utiliser ces actifs pour produire dans plusieurs pays plutôt que d'exporter à partir d'une production dans le seul pays d'origine, pour la nécessité d'une présence physique sur les marchés étrangers pour y être compétitif, dans l'intérêt d'une division internationale du processus productif pour tirer profits des différences des prix et des salaires
- Avantage à l'internalisation : permet d'éviter les coûts associés aux transactions entre sociétés indépendantes, (coûts de passation des contrats et de garantie de la qualité). Elle assure un meilleur contrôle sur l'utilisation des technologies, et évite sa sous-évaluation par le marché.

Pour Dunning, la firme garde la maîtrise de la pénétration du marché étranger en y exportant et en établissant son propre réseau de vente, s'il n'y a pas d'avantage à la localisation mais seulement un avantage spécifique et un avantage à l'internalisation. Enfin, si la firme ne possède qu'un avantage spécifique, elle effectue alors une vente de licence auprès d'une entreprise locale et lui laisse le soin d'exploiter le marché de son pays.

Aussi, la nouvelle théorie caractérise les marchés en postulant qu'ils sont en concurrence imparfaite et qu'il existe des économies d'échelle, rompt avec le cadre d'analyse de l'ancienne et se rapproche de l'économie industrielle.⁹

Paul Krugman fournit un nouveau cadre théorique à l'explication des échanges, améliore également la compréhension du processus de la spécialisation internationale. Il repose fortement sur les modèles d'économie industrielle. Selon lui, même en cas d'absence des avantages comparatifs l'ouverture internationale est bénéfique car l'essentiel du commerce international est intra-branche. Cela permet donc aux consommateurs d'accéder à

⁹ RAINELLI Michel, « la nouvelle théorie du commerce international », Editions la découverte, Paris, P04.

une plus grande diversité de produits. Le commerce international permet enfin de rationaliser la production et d'exploiter les économies d'échelle, faisant ainsi baisser les prix des produits.

L'expression "économies d'échelle" est utilisée en économie, pour désigner la réduction du coût moyen du produit¹¹ lorsque la quantité produite augmente. Les firmes les plus efficaces dans un type de production auront intérêt à se spécialiser, à accroître leur volume de production pour réduire leurs coûts. Elles se trouvent alors plus compétitives et peuvent exporter leur production. À terme, seules les entreprises les plus efficaces resteront sur le marché, qui deviendra de type oligopolistique d'une autre part les FTN cherchent à atteindre une taille critique leur permettant de rentabiliser leur production. L'augmentation des quantités produites permet de diminuer le coût moyen, notamment s'il y a présence de coûts fixes importants. Cela pousse donc les entreprises à s'implanter sur de nouveaux marchés et à se spécialiser plus finement.

L'économiste **Bernard Lassudrie-Duchêne** a développé la théorie de la demande de différence. Une nouvelle théorie du commerce international qui explique les échanges entre pays. Selon lui, l'existence d'un commerce international par des consommateurs qui exigent d'acheter des produits semblables mais non identiques. Il devient alors indispensable d'importer des produits ayant des caractéristiques différentes des produits locaux et qui vont permettre une extension de l'offre sur le marché intérieur. Les échanges internationaux s'expliquent alors non pas par les différences de prix des produits selon leur provenance, mais plutôt par la différenciation des caractéristiques des produits eux-mêmes et donc par des politiques stratégiques de recherche, de qualité, de marketing et de publicité¹⁰. C'est à dire les consommateurs souhaitent des produits variés, la demande est plus exigeante, ce qui explique les stratégies de différenciation des produits et mène à un commerce intra branche. La spécialisation ne se fait pas sur un produit mais sur des caractéristiques de ce produit.

Puis, une prise en compte plus directe des différences technologiques a fait apparaître des théories néo-technologiques. L'économiste **R. Vernon** connu pour sa théorie du cycle de vie du produit, est une Théorie utilisée pour analyser l'aspect dynamique du commerce international moderne.

R Vernon Qui se rattache au courant néo-ricardien, ne s'est pas spécifiquement intéressé au système d'organisation fordiste ni à l'industrie légère. Sa théorie explique les flux d'échanges internationaux et les délocalisations industrielles, décrit toutefois bien ce que l'on

¹⁰ Le deco du commerce international, Demande de différence.

observe à l'époque pour ce type d'industrie¹¹. Vernon a montré le caractère éphémère de cet avantage, quand le produit banalisé est parvenu dans sa phase de maturité, arrive en fin de cycle ou que la concurrence est trop forte il devient intensif en travail peu qualifié. Dans ces nouvelles conditions, le prix des facteurs retrouve son importance. Pour diminuer les coûts (transports, fabrication), et pour toucher de nouveaux consommateurs les entreprises délocalisent leur production vers des pays en voie de développement. Il y a donc des transferts de technologies et une augmentation de la qualification de la main-d'œuvre dans ces pays qui deviennent à leur tour exportateurs vers les pays industrialisés. La technologie correspond en fait aux dépenses de recherche et développement (R-D) qui sont réalisées par les firmes et les institutions publiques, la R-D a comme résultat l'apparition d'innovations qui peuvent concerner des processus de production.

La nouvelle division internationale du travail qui en résulte pourrait être assimilée à la recherche par les " pays du centre " de coûts d'approvisionnement moindres.

3- Les enjeux de la nouvelle division internationale du travail :

3-1 La recherche d'une meilleure compétitivité

La compétitivité représente la faculté d'une entreprise à être plus performante que les autres, cela passe par exemple par des coûts de production plus bas qui améliorent la compétitivité prix, De nombreuses entreprises ont délocalisé leurs activités pour bénéficier de coûts de main d'œuvre moins importants Ce sont les firmes transnationales (FTN) qui sont à l'origine de ces transformations. La pression de la concurrence et celle des actionnaires qui veulent conserver leurs dividendes poussent celles-ci à investir à l'étranger¹². En effet Elles cherchent à profiter des opportunités de l'ouverture des marchés, Ces FTN doivent être constamment compétitives, afin de gagner ou de conquérir des parts de marché. Cette compétitivité est souvent basée sur le prix ; les FTN cherchent donc à faire des économies en délocalisant leur production là où les conditions de production sont plus favorables (faibles coûts de la main-d'œuvre, législation plus permissive...). Mais elles doivent aussi prendre en compte leur compétitivité hors-prix en se rapprochant de leur clientèle (service après-vente, garantie...) ou en améliorant la qualité et l'innovation.

¹¹ Isabelle Généau de Lamarlière ; Jean-François " *Principes de géographie économique* ", Editions Bréal, 2000, p364

¹²Wladimir Andreff, « *Firmes transnationales et nouvelle division internationale du travail* », Revue d'économie industrielle, Année 1980, Volume 14, Numéro 1, pp. 81-86, http://www.persee.fr/doc/rei_0154-3229_1980_num_14_1_950 consulté le 17/02/2016

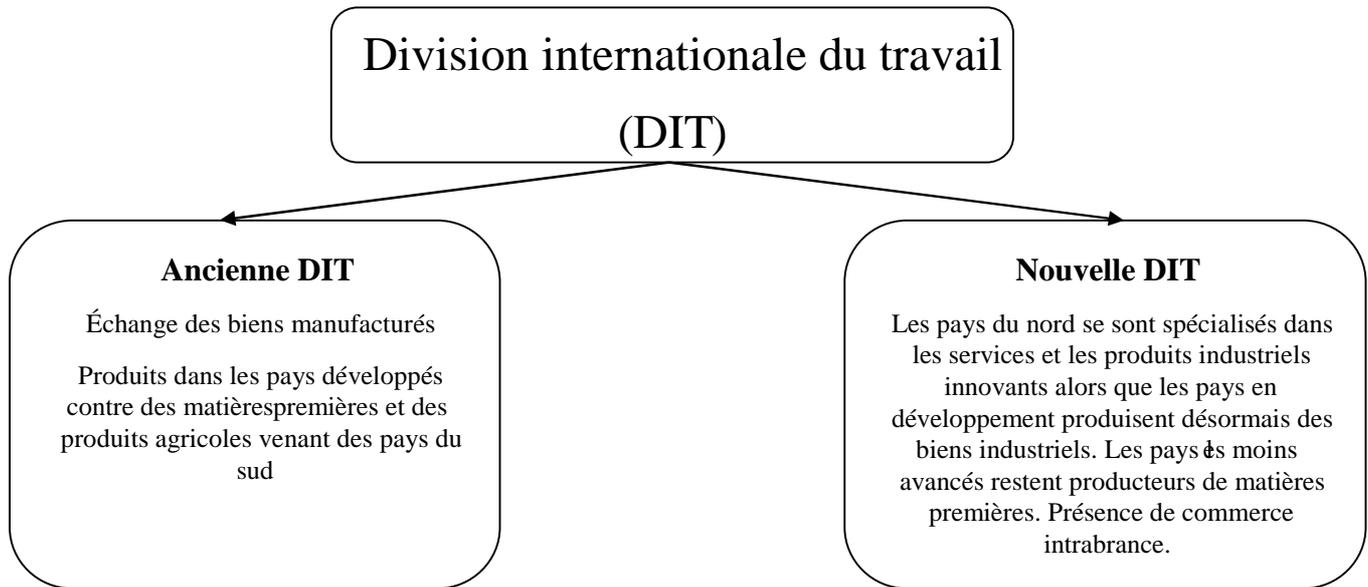
Elles mènent souvent une politique d'externalisation de leurs activités, notamment en ce qui concerne la production. La conception et la vente se font plutôt dans le pays d'origine. Cela génère donc un fort commerce intra firme (entre les filiales et la maison-mère) qui modifie la DIT.

3-2 Transferts de technologies :

Le transfert international de technologie constitue, pour les économies en développement, la condition d'accès à l'industrialisation. Les transformations actuelles dans la Division Internationale du Travail (DIT) ou encore l'émergence d'une nouvelle DIT, résultat de l'industrialisation de certaines de ces économies, font supposer que des transferts internationaux de technologie se sont bien produits. La caractéristique centrale de cette nouvelle DIT serait d'être « technologiquement hiérarchisée » : la spécialisation des pays développés s'opérerait dans les activités à technologie avancée (électronique, informatique, électronucléaire) tandis que celle des pays en voie d'industrialisation s'effectuerait dans les secteurs industriels déclinants ou dans les produits intermédiaires (textile, acier, pétrochimie). Comme on peut dire que le transfert de technologie va permettre à une économie donnée de développer ses secteurs industriels en passant de la production à faible valeur ajoutée et à forte intensité en main d'œuvre vers une production à forte valeur ajoutée, faible main d'œuvre et des investissements importants¹³

De ce fait, ce qui distingue l'ancienne DIT et la nouvelle DIT est : la recherche de compétitivité, transferts technologique et donc des meilleures organisations. Le schéma suivant explique la différence entre l'ancienne et la nouvelle DIT.

¹³ AMZIANE.L, « Le cycle de vie d'un produit et les stratégies d'internationalisation des entreprises », mémoire en raison d'obtention d'un diplôme de master en économie, Université de Tizi –Ouzou, 2014.

Figure 01 : Différence entre ancienne DIT et nouvelle DIT

Source : réalisé par nos soins même.

La nouvelle division internationale du travail a fait un aboutissement d'un nouveau motif qu'on appelle les chaînes de valeur mondiales, ou s'organise la production internationale, le commerce et les investissements, l'émergence rapide des CVM a révolutionné les échanges entre les pays et facilité l'entrée de nombreux pays en développement dans l'économie mondiale ce qui a fait l'accélération de la mondialisation.

Section 02 : les chaînes de valeurs mondiales (CVM)

Les progrès technologiques et la libéralisation des échanges ont transformé la façon dont les pays produisent des biens et les commercialisent dans le monde entier. Les pays qui sauront s'ouvrir aux échanges et à l'investissement et encourager l'innovation, faciliteront l'intégration de leurs entreprises dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) qui sont le moteur de la croissance dans des économies de plus en plus interconnectées, selon une étude de l'OCDE. La base de données conjointe des instituteurs internationaux OMC- OCDE, révèle que la valeur créée directement et indirectement par les biens et services en tant que facteurs intermédiaires représente plus de 30 % de la valeur ajoutée totale des biens manufacturés. Dont une part significative de ces services permet le fonctionnement effectif des chaînes de valeur mondiales.

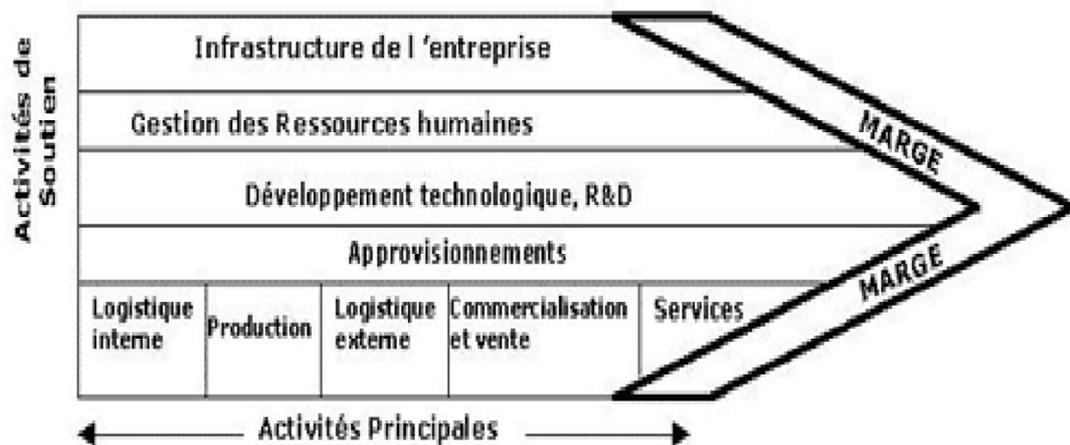
1-Définition de la chaîne de valeur mondiale et les raisons d'émergence :

1-1 Définition :

La chaîne de valeur fournit aux responsables des entreprises de comprendre mieux les différents processus de l'entreprise et de connaître notamment les coûts liés aux différentes phases de processus productif. Et aussi, liée au divers aspect : logistique, économique et sociale entre le produit brut et le consommateur, chaîne d'approvisionnement et flux du paiement, dont les marges obtenus grâce à la valeur ajoutée.

La chaîne de valeur, regroupe toutes les activités en amont et en aval aboutissant à la production d'un produit ou d'un service (Porter, 1986)¹⁴. C'est-à-dire, celle-ci comprend toutes les étapes que franchit une entreprise pour produire un produit ou un service et le livrer au client, depuis la conception jusqu'à l'utilisation finale. Généralement, le point de départ d'une chaîne de valeur est la R&D (recherche-développement) et elle conduit ensuite à la conception d'un produit, à l'achat et le traitement des matières premières pour sa fabrication, son assemblage, sa distribution, sa vente (et enfin le service après-vente).

En effet, la compétitivité dans les chaînes de valeur est un élément principal où **M. Porter** prend en compte la chaîne de valeur comme l'un des outils d'analyses pour comprendre la notion de la compétitivité. Il distingue deux grands types d'activités de l'entreprise : les « activités principales » et « les activités de soutien » on va les représenter dans le diagramme ci-dessus :¹⁵ **Figure 02 : La Chaîne de Valeur** (Michael Porter, 1980)



¹⁴ KHERRAZI, S., 2015, L'essor des Chaînes de Valeur Mondiales : l'impératif d'une stratégie duale pour l'Afrique, Revue de Management et de Stratégie, (3:2), pp.11-24, www.revue-rms.fr, VA Press consulté le 18/12/2015.

¹⁵ PORTER.M, « l'avantage concurrentiel » Edition Inter, Paris, P120.

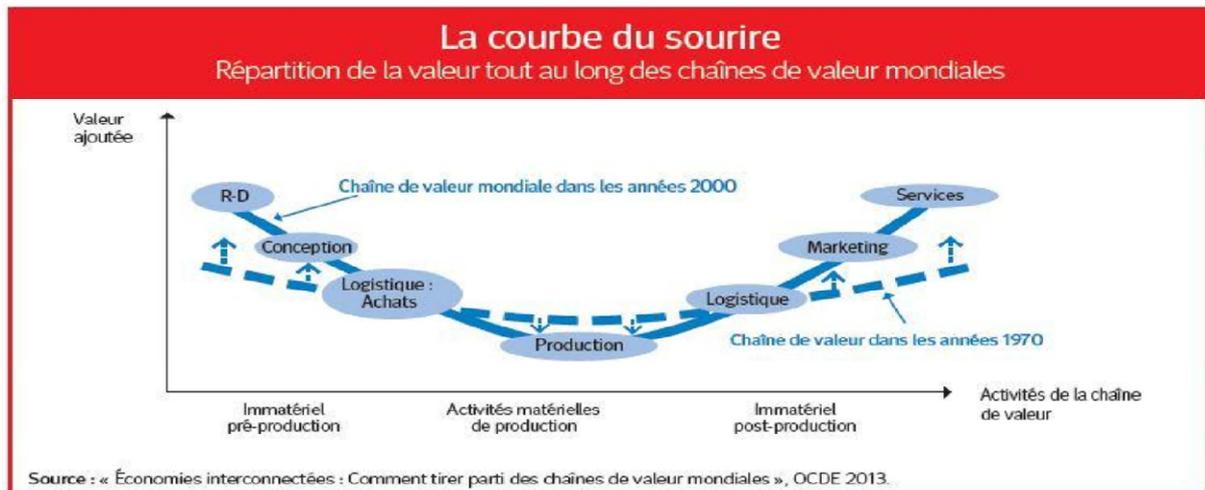
- **Les activités principales** : ce sont des activités qui participent directement à la fabrication et la vente des produits.
- **Les activités de soutien** : ce sont des activités qui participent indirectement au cycle de production, forment l'infrastructure de l'entreprise.
- **La marge** est la valeur ajoutée

Sous l'effet de la délocalisation et de l'inter connectivité croissante, les activités qui forment les chaînes de valeur de nombreux produits et services sont de plus en plus fragmentées sur le monde et entre les entreprises. Ce qui nous mènent à une **chaîne de valeur mondiale** qui désigne à son tour l'ensemble des activités productives réalisées par les entreprises en différents lieux géographiques au niveau mondial pour amener un produit ou un service du stade de la conception au stade de la production et de la livraison au consommateur final. Ces activités englobent selon les cas la recherche-développement, la conception, la production, la commercialisation, la distribution, la vente au détail, et parfois même la gestion et le recyclage des déchets. L'intensification de la mondialisation des chaînes de la valeur a entraîné un niveau sans précédent d'interdépendance entre les pays associés aux chaînes d'approvisionnement.¹⁶

D'une autre part on parle de chaîne de valeur mondiale lorsque les activités de la chaîne de valeur que nous avons vue (La recherche et le développement (R-D), la production, la distribution, les ventes et le service) peuvent être regroupées dans une seule entreprise sont segmentées entre plusieurs sites et pays, car avec la mondialisation tout ce processus ne se déroule pas uniquement dans le pays d'origine ; certaines activités sont en effet délocalisés ou sous-traitées à l'étranger.

Nous pouvons voire par la courbe suivante comment les processus productif auparavant internes deviennent séparables dans une chaîne de valeur mondiale.

¹⁶ Le deco du commerce international définition de chaîne de valeur mondiale.

Figure 03 : La répartition de la VA tout au long des CVM

Source : OECD.ORG, qui a le sourire.

Cette courbe décrit la répartition de la valeur d'un bien ou service au cours de sa production. En effet dans un contexte de division internationale du travail, chaque étape du processus de production peut être effectuée dans un ou plusieurs pays différents (pour chaque bien ou service, les pays et les entreprises participant à la production se positionnent sur la courbe).

Bien que la répartition soit différente en fonction de chaque activité, on voit que le positionnement de chaque activité en fonction de son contenu en valeur ajoutée (échelle de gauche) démontre clairement que la plus forte valeur ajoutée réside aux deux segments de la chaîne : recherche et développement (R-D) la conception. La distribution ou la vente dégagent nettement plus de valeur que les activités manufacturiers (production), de ce fait, la valeur ajoutée est faible dans les activités intermédiaires comme l'assemblage et leur captation s'opère on amont ou en aval.

Auparavant, cette courbe était relativement « plate », ce qui signifie que la valeur n'est plus répartie de façon homogène et qu'en termes de la valeur ajoutée la production et l'assemblage ont reculé, mais aujourd'hui elle pourrait se courber, suite aux pays développés mais aussi en développement qui soulèvent en gamme dans les chaînes de valeur mondiales et bien sur une répartition délicate de la valeur.

1-2 Les raisons de l'émergence des CVM :

Le grand changement du monde provoqué par la mondialisation se caractérise notamment par l'émergence de nouvelles puissances économiques. Avec ce phénomène le monde a changé, élargie, avec la montée en puissance des grands émergents, en raison de développement technologique donc le monde devenu plus efficace. De ce fait, les économies du monde entier sont aujourd'hui intégrées que jamais auparavant.

En raison de la mondialisation, nombreuses ont été les entreprises à avoir décomposé leurs produits ou services en plusieurs composants et produire elles-mêmes les nouveaux composants ou de s'en approvisionner auprès de fournisseurs nationaux, elles sous traitent certains aspects du travail des entreprises à l'étranger donc cette intégration d'activités forme ce qu'on appelle les chaînes de valeur mondiales.¹⁷

Les CVM ont été associées aux différents termes, concepts tels que « la fragmentation de la production mondiale », « l'accroissement des échanges des biens intermédiaires », et la multiplication des firmes multinationales ». Ces termes ont tous un rapport avec les CVM et leurs émergences. Par exemple, la fragmentation de la production internationale offre aux entreprises des possibilités nouvelles d'entrer les marchés mondiaux. En même temps, les CVM font apprécier des exigences nouvelles sur les entreprises, notamment celle d'une forte coordination entre les stades de production. Elle résulte des innovations technologiques qui ont réduit les coûts de coordination, aussi permettant au pays de se spécialiser dans certaines tâches au lieu de fabriquer complètement le produit final. Les entreprises cherchent à améliorer leurs procédés, méthodes en établissant divers stades de production en dehors à différents endroits, car la production était auparavant concentrée et intégrée en un seul endroit. Aujourd'hui, un nombre croissant d'entreprises prennent part à l'économie mondiale et sont devenus de plus en plus interdépendants au-delà des frontières nationales. Les firmes multinationales jouent un rôle important dans les chaînes de valeur mondiales en raison de leurs nombreuses filiales établies à l'étranger, leur ampleur mondiale leur permet de coordonner des activités de production et de distribution dispersées dans de nombreux pays, et de recentrer leurs activités en fonction de l'évolution de la demande et des coûts.

¹⁷ Le Service des délégués commerciaux du Canada, « Guide pas-à-pas à l'exportation - Étape #2 - Mondialisation : S'intégrer aux chaînes de valeur mondiales »,2015, <http://delegatescommerciaux.gc.ca/exporters-exportateurs/step2-etape2.aspx?lang=fra> consulté le 01/12/1015

Les CVM sont aussi organisées autour de différents biens, services. Environ 60 % du commerce mondial, concerne le commerce de biens intermédiaires et de services qui sont intégrés à divers stades du processus de production de biens et services destinés à la consommation finale.¹⁸ Les biens intermédiaires tels que les pièces et les composants sont produits dans un pays pour ensuite être exportés vers d'autres pays, où ils font l'objet d'une transformation ou d'un montage supplémentaire en vue d'être intégrés à des produits finals. Ces biens occupent une place de plus en plus grande, traduisent un accroissement des flux commerciaux sous la forme d'exportations et d'importations. Tout comme les entreprises, les biens intermédiaires deviennent de plus en plus importante dans les CVM.

On va citer d'autres motifs de l'émergence des CVM :

✓ Le progrès technique :

Avec l'amélioration des méthodes de production le système productif s'est développé, la productivité accroitre. Les entreprises ont la possibilité de répartir les activités de production au niveau mondial, de l'ouverture de nouveaux débouchés, ce qui résulte principalement des progrès technologiques. En effet, l'invention de certaines techniques, les systèmes de communications, d'informations, logiciels de gestion rend facile la coordination des entreprises et bien que la circulation des biens et services au sein de CVM.

✓ La libéralisation des échanges et de l'investissement :

La libéralisation était pour objectif de baisser les coûts de production mais d'accroître la productivité notamment de réduire les droits de douane à l'investissement et aux échanges commerciaux. De ce fait, les entreprises ont pu répartir leurs activités, la montée de nouvelles puissances émergentes a contribué au développement des CVM.

✓ Les entreprises bénéficiées d'économies d'échelle :

La répartition des activités productif au niveau d'entreprises ni pour rien, s'intéressent toujours à la réduction des coûts. Toute entreprise a constitué une chaine de valeur par des choix spécifiques, qu'elle soit localement ou à l'international. De ce fait, vise à réaliser une partie de sa production par une autre entreprise qui a des services spécialisées.

✓ L'accès aux marchés étrangers :

L'expansion des CVM ont pris une dimension de plus en plus mondiale, car avec la croissance rapide dans plusieurs grandes économies ainsi que l'évolution démographique

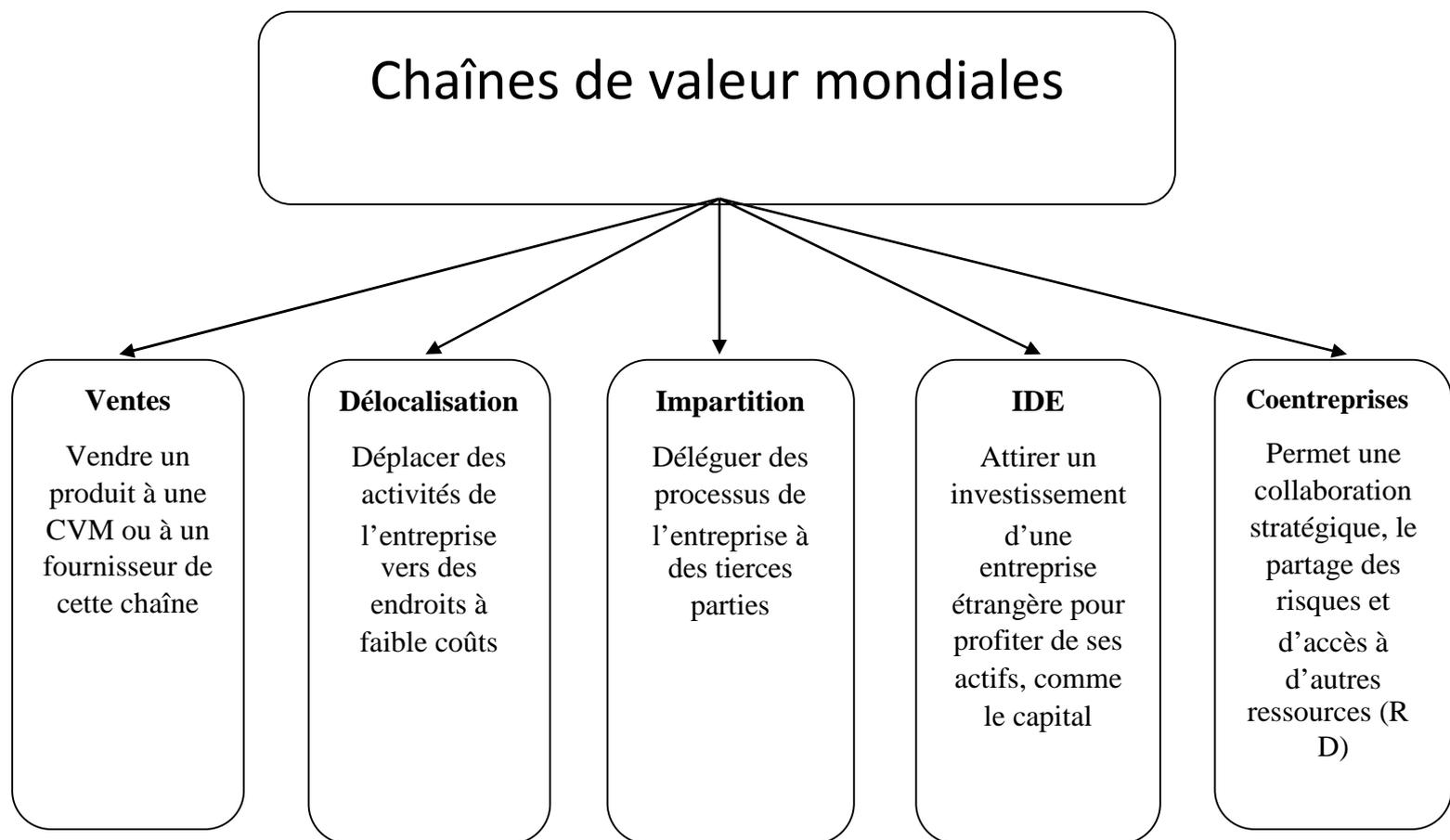
¹⁸ Le Service des délégués commerciaux de Canada, « Guide pas-à-pas à l'exportation - Étape #2 – Mondialisation S'intégrer aux chaînes de valeur mondiales » ,2015
<http://www.worldinvestmentreport.org/fr/wir2013/wir2013-ch4/> consulté le 03/03/2016

impliquent qu'une part croissante de l'activité se déroule en dehors de l'OCDE. Les entreprises qui veulent tirer d'avantages de ces nouveaux centres de croissance doivent y être présentes, notamment par des activités de production et de distribution puisque cette présence donnera les clés pour comprendre mieux les marchés étrangers.

2- Quelques modes d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales :

Il existe plusieurs façons pour s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales nous étudierons ici les manières les plus utilisées pour s'adapter à celle-ci. Nous résumerons ces options par le graphique suivant :

Figure 04 : Les principales pistes d'intégration dans les CVM



2-1 Ventes :

De plus en plus, la vente et la négociation commerciale sont investies d'une mission capitale pour la survie même des entreprises¹⁹. Si une entreprise vend des produits ou

¹⁹ [emarketing.fr, vente, http://www.e-marketing.fr/Definitions-Glossaire/Vente-238999.htm](http://www.e-marketing.fr/Definitions-Glossaire/Vente-238999.htm) consulté le 12/02/2016

services qui sert d'intrant intermédiaire (ex : matières premières) à une autre entreprise étrangère sa sera une option d'intégration aux chaînes de valeur mondiales.

2-2 Délocalisation :

Une délocalisation désigne le fait pour une entreprise de transfert d'activités, de capitaux et d'emplois vers un autre lieu (pays) afin de bénéficier d'avantages compétitifs, c'est-à-dire de conditions économiques plus favorables : bas salaires, droit du travail plus souple, monnaie faible, fiscalité plus légère, dynamisme économique, d'un pôle technologique, environnement...etc.

Une approche plus simple du phénomène consiste à dire qu'il y a délocalisation lorsque une firme transfère tout ou partie de son activité d'une zone source pour l'implanter dans une zone géographique hors du territoire national²⁰. La délocalisation ne doit pas être confondue avec un IDE ; il s'agit d'un transfert de compétence de production voire de production. C'est aussi la production là où les coûts sont les plus bas et vendre là où le pouvoir d'achat est le plus élevé. Les entreprises peuvent créer ou élargir leurs chaînes de valeur mondiale par cette façon.

2-3 L'impartition (sous-traitance) :

L'impartition est une stratégie économique d'entreprise qui consiste le transfert de tout ou partie d'une fonction d'une organisation vers un partenaire externe. Comme nous pouvons la définir comme une politique de coopération entre plusieurs partenaires disposant de potentiels complémentaires et désireux de concrétiser une synergie latente réalisés sous forme de mise en commun de la compétence propre²¹.

2-4 Coentreprise (joint-venture) :

Co-entreprise, une autre façon de s'intégrer à une chaîne de valeur mondiale consiste à participer à une coentreprise qui est un accord contractuel en vertu duquel deux parties au moins conviennent de mener à bien une activité économique et d'en partager les bénéfices et les pertes ainsi que la formation de capital et les moyens et coûts d'exploitation. c'est à dire

²⁰ Thomas Houdré, Mathias Lelièvre « Délocalisations : acte II : comprendre les délocalisations de services en France », Presses des MINES, 2008, 158 pages

²¹ Stratégie d'impartition et d'intégration verticale, 2012, <https://olivier.dossmann.net/wiki/blankours/0607/economie/300307c1> consulté le 23/02/2016

celle-ci implique au moins deux entreprises qui mettent en commun leurs ressources et leur expertise pour atteindre un but particulier, comme l'expansion d'une entreprise, le développement de nouveaux produits ou la pénétration de nouveaux marchés, particulièrement à l'étranger²².

2-5 Les investissements directs étrangers (IDE) :

IDE se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie²³.

Comme est un élément central du processus d'intégration aux chaînes de valeur mondiales car ce dernier crée des liens directs, stables et durables entre les économies.

Il facilite le développement des entreprises locales et peut aussi améliorer la position concurrentielle de l'économie bénéficiaire.

Conclusion

La mondialisation est l'une des dimensions fondamentales du commerce international. Ce phénomène s'est propagé ces dernières années vers tous les pays. A cet effet, nous remarquons, l'émergence de nouveaux pays industrialisés tels que la Chine et le Brésil, une forte croissance économique des pays en voie de développement, développement des organismes gouvernementaux suite à une coopération internationale (maintien de la paix et de sécurité)....

Cependant, l'apparition de nouvelles formes, l'émergence de nouvelles puissances ont modifié les façons de commercialiser, que ce soit dans l'industrie ou dans les services, la pression s'est fortement accrue pour une réponse rapide aux besoins des clients. Le mode de commercialisation s'est développé, a vu ses contraintes de réactivité accentuées par l'apparition des nouvelles technologies, qui permettent une transmission ainsi qu'une structuration plus rapides de l'information.

²² OECD, « Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux », 2008 Quatrième édition p 52.

²³ OECD, « Panorama des statistiques de l'OCDE 2005 Économie, environnement et société : Économie, environnement et société », p68.

CHAPITRE –II–

Les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique

Chapitre II :

Les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique

Avec les nouvelles formes de la mondialisation décrite dans le chapitre précédent ont mis en avant le concept des chaînes de valeur mondiales (CVM). Ce concept qui trouve ses origines dans les travaux de D. Ricardo, est devenu une caractéristique dominante de l'économie mondiale qui vise à l'accroissement de la productivité. Comme elles donnent lieu à une division plus fine du travail et de la spécialisation entre les pays car toute participation à une CVM ouvre de nouvelles possibilités à la commercialisation, aux échanges commerciaux mondiaux.

Ces deux dernières décennies, de nombreux pays en développement ont connu une période de croissance économique rapide où ces pays ont réorganisé leurs activités en CVM.

Ce second chapitre présente une étude sur la croissance économique et l'impact des CVM sur celle-ci dans la première section, et la deuxième section sera consacré pour savoir sur quelles modalités, et dans quelle mesure, les pays, y compris les économies émergentes et en développement (non émergents), peuvent tirer profit de leur intervention dans les chaînes de valeur mondiales.

Section 01 : les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique : Approche théorique

Toute économie se développe en relation avec le reste du monde, puis les notions d'analyses en économie sont celles de croissance et de développement. L'objectif de cette section, est d'étudier la relation entre les CVM et la croissance économique afin d'expliquer les concepts de base de la croissance économique.

1-Définition de la croissance économique :

Selon François PERROUX ²⁴: « la croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation le produit net en terme réels».

²⁴ PERROUX François, « les théories de la croissance », DUNOD, paris, 2004, P254.

Selon Jacques MULLER ²⁵ : « la croissance économique est une notion purement qualitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie».

D'après ces définitions, on peut dire que la croissance économique est un changement positif de la production de biens et services dans une économie sur une période donnée, période généralement longue. Pour rendre compte de ce changement, on a souvent recours à des agrégats économiques qui permettant de mesurer l'évolution de l'ensemble de la production.

2-Les théories de la croissance économique :

L'histoire de la pensée économique et des faits économiques, font remonter les origines de la croissance à la première révolution industrielle. Tout d'abord, par la vision d'Adam Smith, puis dans les travaux de Ricardo, Malthus et Marx.

La croissance connaît un véritable succès au 20^e siècle. Les modèles des économistes keynésiennes (Harrod, Domar) et néoclassiques (Solow) ont introduit un véritable débat sur la croissance équilibrée. Ces dernières années, la croissance a connu un nouvel essor de la croissance endogène qui est considérée comme une nouvelle théorie de la croissance économique.

2-1 : Les théories classiques :

Les théories classiques sont plutôt pessimistes, leurs économistes considèrent que l'origine de la croissance est l'accumulation du capital mais aucune croissance ne peut être durable. L'économiste A. Smith, met en évidence le rôle de la division du travail comme facteur de croissance, la croissance provient de la division du travail où se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (CI). De ce fait, l'échange améliore cette division et aussi sa productivité (gain de temps, innovation...). Ensuite, D. Ricardo prend en considération la loi des rendements décroissants (décroissement de la terre et l'accroissement de la population), stipule que l'investissement était essentiel à la croissance économique car, permet de soutenir une baisse tendancielle du profit suite à l'augmentation des salaires et des prix de vente.

La théorie de l'économiste Malthus, évoque un lien entre la population et les ressources nécessaires. Selon lui, la population augmente selon une suite géométrique (1, 2, 4, 8, 16...) alors que les ressources selon une suite arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6...) ²⁶, il montre que la population n'augmente que si les ressources augmentent eux aussi. De ce fait, Malthus sert à expliquer le décalage entre la population et les ressources, fait référence à la loi des rendements

²⁵ MULLER Jacques, « manuel et application économique », DUNOD, Paris, 1999, P34.

²⁶ CHAQRI Samir « les écoles de la théorie des organisations », université ibnou-zohr, Master Professionnel 2009.

décroissants, si les salaires sont maintenues à des niveaux fixes, la population cesse de croître la production aussi, le libre-échange serait la seule alternative pour éviter l'état stationnaire. Donc la seule solution attribuée, qu'il faut à tout prix limiter la croissance démographique, pour éviter qu'elle dépasse les potentialités de la production. Marx à son tour, rejeter les thèses de Malthus. Pour lui, le capitalisme repose sur la dynamique de l'accumulation du capital et sur le développement, et les limites de la planète évoluent avec le progrès techniques et aussi le niveau de développement.

2-2 : Les modèles des économistes keynésiens (Harrod, Domar) :

Le modèle de Harrod et celui de Domar sont proches, ces économistes considèrent que le seul moyen pour un pays en développement d'accroître son taux de croissance passait par une augmentation de son épargne. Selon eux, l'investissement est un élément essentiel pour accroître le niveau de la croissance dans la mesure où il représente un élément de la demande effective et amélioration la capacité de production. Si la production, l'épargne et l'investissement croissent au même rythme alors la croissance sera équilibrée.

En revanche, si l'investissement croît moins rapide que l'épargne, l'accumulation du capital augmente au détriment de la production, ce qui va introduire une baisse de la demande et le ralentissement de la croissance.²⁷

2-3 : La théorie de Solow :

Le modèle de **Solow** est le premier modèle de l'économie néoclassique, leur objectif est de mettre en avant le rôle du progrès technique « exogène ». Il est construit à partir de plusieurs hypothèses qui sont les suivantes : les pays produisent un seul bien en combinant deux inputs le travail et le capital, le capital est homogène car il est formé d'un bien unique, le taux de croissance de la force de travail est une variable exogène au modèle, la fonction de production autorisée par Solow est une fonction à facteur substituable qui connaît des rendements décroissant par contre les rendements d'échelle sont supposés constants.

Le modèle est fondé autour de deux équations²⁸ :

- La première concerne la fonction de production qui décrit comment les facteurs de production (travail, capital) sont combinés pour réaliser la production.
- La seconde concerne l'accumulation du capital donc décrit le processus de formation du capital physique.

²⁷ Fariza OUALI, Adel OUALI, « l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie : Approche VAR », thèse de master Université A.Mira de Béjaïa, option MBEI, 2011-2012, P17.

²⁸ Charles I. Jones, « théorie de la croissance endogène », ECONOMIQUES, De Boeck Université, 2000, P29.

Dans ce modèle, la production ne dépend que de deux facteurs le travail et le capital, et toute augmentation de ces facteurs explique une part de croissance. Donc, lorsque qu'il y a une augmentation de la main d'œuvre (facteur de travail) et des investissements (facteur de capital) signifie qu'il y a de la croissance. La plus grande part de la croissance, de l'accroissement de la production n'est pas expliquée par ces deux facteurs, Solow considère qu'il résulte par le progrès technique « **le facteur résiduel** ». De ce fait, il considère que la croissance équilibrée à long terme, en reposant en grande partie sur le progrès technique, la croissance serait stable et mènerait au plein emploi.

2-4 Théorie de la croissance endogène

Contrairement au modèle de Solow, les théories de la croissance endogène considèrent que le progrès technique est un facteur « **endogène** » qu'il dépend de comportement des agents. Certains économistes expliquent la croissance économique par des facteurs endogènes à savoir :

- **Paul ROMER**

ROMER met l'accent sur la recherche et développement, veut dire l'accumulation de capital technologique. Avec des nouvelles connaissances qu'on peut incorporer des nouvelles technologies, de ce fait, ces nouvelles connaissances améliorent la productivité dans la mesure où sont vérifié par les avantages de l'externalité positive en recherche et développement.

- **Robert LUCAS**

LUCAS repose sur le capital humain, il considère une économie peuplée d'individus (vivant indéfiniment) qui choisissent à chaque fois comment répartir leur temps entre la production courante et l'acquisition de qualifications (développement de leur niveau d'éducation) permettant d'augmenter leur productivité future²⁹, veut dire que, s'il y a une amélioration de la formation et les salarier sont constamment former par les entreprises, il y aura une amélioration de la productivité suite à une nouvelle formation, une nouvelle technologie. En fur et à mesure en améliore le savoir-faire, des connaissances, et des externalités positives induisent l'amélioration des rendements est donc du capital humain.

- **Robert BARRO**

BARRO s'intéresse à l'investissement public, et donc l'accumulation de capital public. Et cela, dans le sens où les infrastructures publics n'ont pas d'effet d'éviction sur le secteur

²⁹ PHILIPPE AGION PETER HOWITT, « théories de la croissance endogène », DUNOD, paris, 2000, P355.

privé mais contribuent à son amélioration, stimulent la productivité des secteurs privés et par conséquent l'activité.

En effet, grâce à l'accumulation de capital technologique, humain et public que la croissance économique entretenue.

3- Relation entre CVM/croissance économique :

3-1 : Les CVM constituent une caractéristique importante dans l'économie mondiale³⁰ :

• L'interconnexion croissante des économies

Les activités économiques sont partagées et dispersées entre plusieurs pays dans les CVM. Actuellement, plus de la moitié des importations mondiales de produits manufacturés concernent des biens intermédiaires (biens primaires, pièces détachées et composants, et produits semi-finis), et plus de 70 % des importations mondiales de services concernent des services intermédiaires, comme les services aux entreprises. Les exportations intègrent une part croissante de valeur ajoutée importée de l'étranger.

• La spécialisation des entreprises et des pays sur des tâches

La plupart des biens et une proportion croissante des services sont « made in the world », plusieurs entreprises et pays se spécialisant sur des fonctions ou des tâches spécifiques et constituant collectivement une CVM.

• Les réseaux d'acheteurs et de fournisseurs mondiaux

Dans les CVM, les entreprises supervisent et coordonnent les activités au sein de réseaux d'acheteurs et de fournisseurs, et les entreprises multinationales jouent un rôle central à cet égard. L'action publique influe sur le mode de formation de ces réseaux et sur le lieu d'implantation de leurs activités.

• Les nouveaux vecteurs de la performance économique

Dans les CVM, les échanges et la croissance reposent sur un approvisionnement efficient en intrants provenant de l'étranger, ainsi que sur l'accès à des producteurs et consommateurs finals en dehors des frontières nationales. Le morcellement de la production dans les CVM constitue un moyen d'augmenter la productivité et la compétitivité. Les CVM exercent également un impact sur le marché du travail notamment parce qu'elles modifient la demande pour différentes catégories de main-d'œuvre

³⁰ Economie interconnectées : comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales, Rapport de synthèse OCDE, 2013 <https://www.oecd.org/fr/sti/ind/economies-interconnectees-CVM-synthese.pdf> consulté le 10/04/2016

3-2 L'impact des CVM sur la croissance économique

Dans les pays en développement, la contribution des CVM au développement peut être significative. En effet le commerce en valeur ajoutée contribue en moyenne au PIB national à hauteur de près de 30 %, contre 18 % dans les pays développés³¹, une corrélation positive existe entre la participation aux CVM et le taux de croissance du PIB par habitant. L'expérience montre que la participation à une CVM a un impact important sur le développement et la croissance économique d'un pays, parmi ses principaux impacts figure leur rôle dans le renforcement de la croissance et de la productivité. Car l'ouverture aux échanges et aux investissements internationaux constitue un important levier de croissance et de productivité, Les effets de cette mondialisation par les CVM élargissent sensiblement les capacités des pays à tous les niveaux, elles peuvent améliorer la productivité en facilitant l'accès à des intrants intermédiaires moins chers ou de meilleure qualité. Ainsi l'amélioration des compétences et la commercialisation, procèdent des gains d'efficience engendrés par la concurrence internationale, l'adaptation à des connaissances et à des technologies étrangères, des possibilités de spécialisation et d'économies d'échelle, etc. Comme elles favorisent aussi la création d'emplois. Elles peuvent toutefois avoir un impact sur certains emplois et certaines catégories de main-d'œuvre, qui peuvent être délocalisés. Cela crée à son tour des bases plus solides pour la modernisation industrielle à long terme. En effet, une forte corrélation existe entre l'intégration aux CVM et la performance en matière de croissance dans les régions où elles sont fermement implantées, par exemple en Asie en les écarts de croissance entre les participants et les non-participants pouvant atteindre 2 % du PIB³².

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont devenues une caractéristique dominante du commerce et de l'investissement au niveau mondial

Aujourd'hui, cette dernière, recouvre de nombreux pays car elles offrent de nouvelles perspectives pour la croissance, le développement et l'emploi.

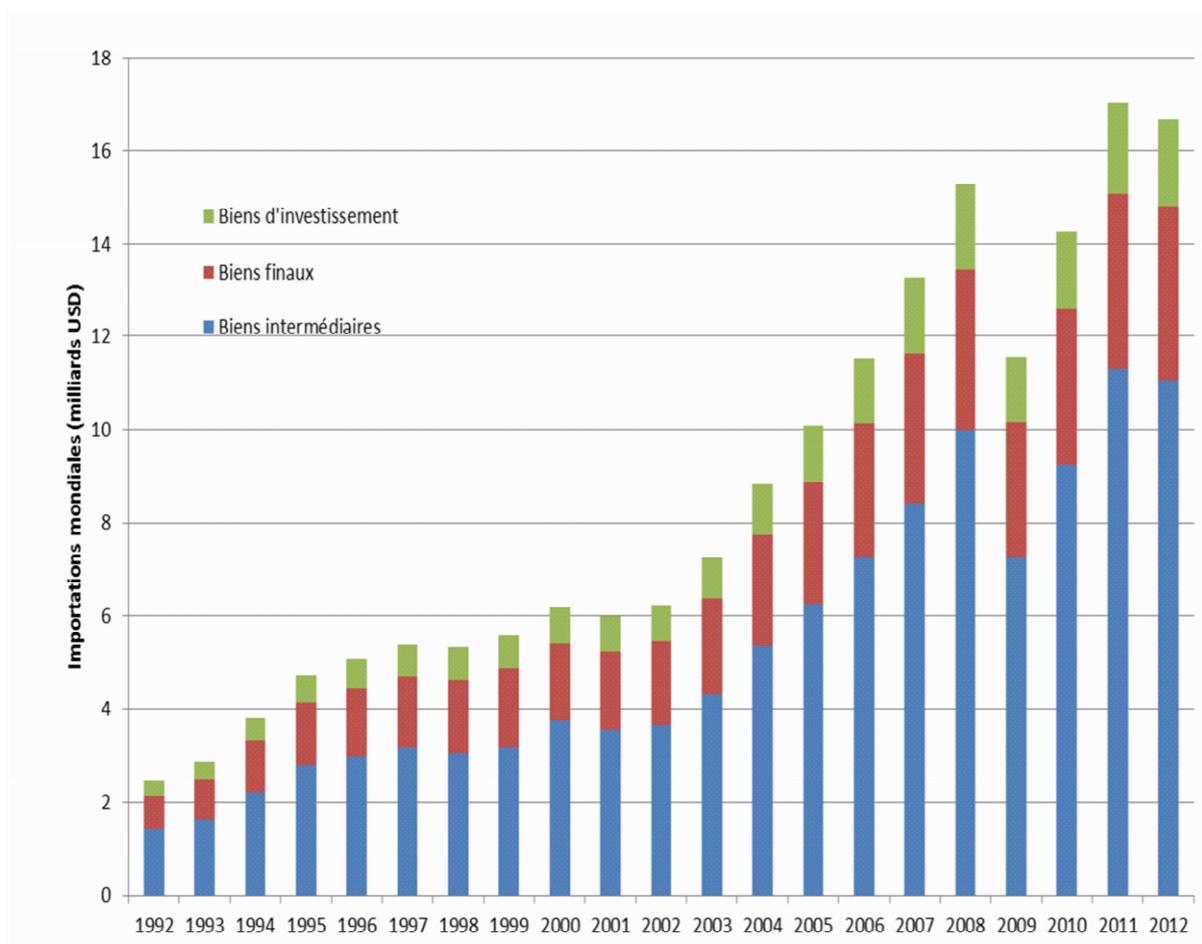
Le graphique suivant illustre le dégroupage des échanges, et montre que les biens intermédiaires sont le moteur principal de la croissance des échanges économiques depuis les

³¹ CNUCED, « rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble », les chaînes de valeur mondiales : l'investissement et le commerce au service du développement, 2013 https://www.wto.org/french/res_fbooksp_fwtr14-2c_f.pdf consulté le 27/ 11/ 2015

³² Rapport annuel 2013, « Chapitre2 Chaînes de valeur et intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale », <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications>, consulté le 27 / 11/ 2015

années 90 ³³: ils représentaient environ 65 % (11 milliards de dollars des États-Unis – USD) des importations en 2012, contre 57 %, (2.8 milliards USD) à peine, en 1995. Une intégration active d’un pays aux chaînes de valeur mondiales permet d’avoir une croissance solide, durable, équilibrée et inclusive.

Figure 05 : Le dégroupage des échanges : croissance des échanges tirée par les biens intermédiaires, 1992-2012



Source : Calculs des auteurs d’après UN Comtrade (2014).

En plus les chaînes de valeur mondiales dynamise la transformation structurelle, qui passe par la montée en puissance d’activités nouvelles et plus productives et par le passage des ressources d’activités moins productives à ces nouvelles activités, ce qui fait augmenter la productivité globale. Nous prenons l’exemple de l’Afrique qui a enregistré une croissance impressionnante et une transformation structurelle au cours des dix dernières années), cette

³³ Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement (2014), « *Les chaînes de valeur mondiales et l’industrialisation de l’Afrique Perspectives économiques en Afrique* », Edition thématique

transformation avait disposé un grand nombre d'emplois. En particulier, dont les secteurs manufacturiers et agricoles. Les chaînes de valeur mondiales constituaient une opportunité sur la croissance économique d'un pays : création d'emplois dans les nouvelles activités (principale opportunité offerte par les CVM), production de nouveaux flux d'échanges pour les pays africain.

Section 02 : Expériences de quelques pays émergents et non émergents dans leurs intégrations des CVM

Depuis quelques, années le développement des chaînes de valeur mondiales est associé à l'intégration croissante de pays émergents dans l'économie mondiale car une part croissante de la production mondiale émane de ces pays. Dans cette section nous allons voir quelle est l'importance de s'intégrer dans ces chaînes, en prenons deux économies émergentes, et deux autres qui ne sont pas émergents pour savoir leurs compétences et capacité aux chaînes de valeur mondiales.

1- L'importance de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales pour les pays émergents et non émergents :

Les pays émergents et en développement³⁴ prennent des parts de marché croissantes dans le commerce international des biens et services, particulièrement au travers de leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

L'expérience internationale a démontré que cette intégration se fait historiquement au travers des activités de faible intensité capitalistiques et technologique et à faible valeur ajoutée, comme les activités d'assemblage intermédiaire ou final de produits (assemblage de pièces automobiles, automobiles, électronique, confection et habillement, chaussure). Cette intégration évolue ensuite vers des secteurs de plus haute technologie et à plus grande valeur ajoutée et inclut aujourd'hui la capture de valeur par les pays émergents dans les domaines de la R&D et des technologies de pointe.

Cette évolution dans l'échelle des chaînes de valeur mondiales a été caractéristique de l'émergence de la Corée du sud (assemblage d'automobiles et d'électronique dans les années 70 et évolution vers la fabrication) et elle est visible dans d'autres pays émergents : Brésil, Chine, Afrique de sud .ainsi que dans la région (Maroc, Egypte, et Tunisie dans le domaine aéronautique)

³⁴ CARE, « *l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et régionales* »,2014
Consulté le 06/11/2015.

Cette expérience fait ressortir deux facteurs d'intérêt pour l'intégration des pays en développement dans les CVM :

- Le premier est le facteur d'apprentissage, les activités à faible valeur ajoutée étant une porte d'entrée pour la maîtrise des activités plus complexes, par un processus d'apprentissage.

Le second est le facteur d'accélération de l'industrialisation et de la part des industries dans le PIB et dans les exportations, car l'intégration dans les CVM permet de développer une industrie exportatrice sur une portion de chaîne de valeur d'un produit/filière assez rapidement, sans avoir la maîtrise l'ensemble de la chaîne du produit.

2- Expériences des pays émergent :

2-1 L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud est sans conteste la première puissance économique et le pays le plus émergent en Afrique. Son expérience en matière d'industrialisation par l'insertion et la progression dans les CVM depuis le milieu des années 90³⁵ est remarquable. En effet, le pays est au cœur des CVM dans plusieurs domaines et particulièrement dans l'industrie automobile (Le pays exporte au plus grand marché, les Etats-Unis, certains modèles de véhicules qu'il produit.), l'agro-industrie et l'industrie extractive. Grâce aussi à son industrie de transformation des minerais, les équipements miniers constituent l'une des principales exportations de l'Afrique du Sud, représentant 8.5 % du total des exportations et 55 % des exportations de biens d'équipement. A cet effet les entreprises sud-africaines sont reconnues mondialement comme principaux fournisseurs du matériel hydroélectrique et les ventilateurs de mine, etc. et se montrent très compétitives sur certains métiers comme l'exploitation minière avec du matériel ferroviaire et chenillé, forage de puits et ventilation, la sécurité des mines et probablement d'autres.

L'OCDE et l'organisation mondiale du commerce (OMC) placent l'Afrique du Sud au deuxième rang des BRICS sur le critère du contenu en valeur ajoutée étrangère des exportations. Les exportations sud-africaines contiennent 16% de la valeur ajoutée étrangère devant le Brésil, l'Inde et la Russie, mais derrière la Chine (37%). L'automobile est la principale source de création de valeur dans les exportations (40%)³⁶. Les exportations

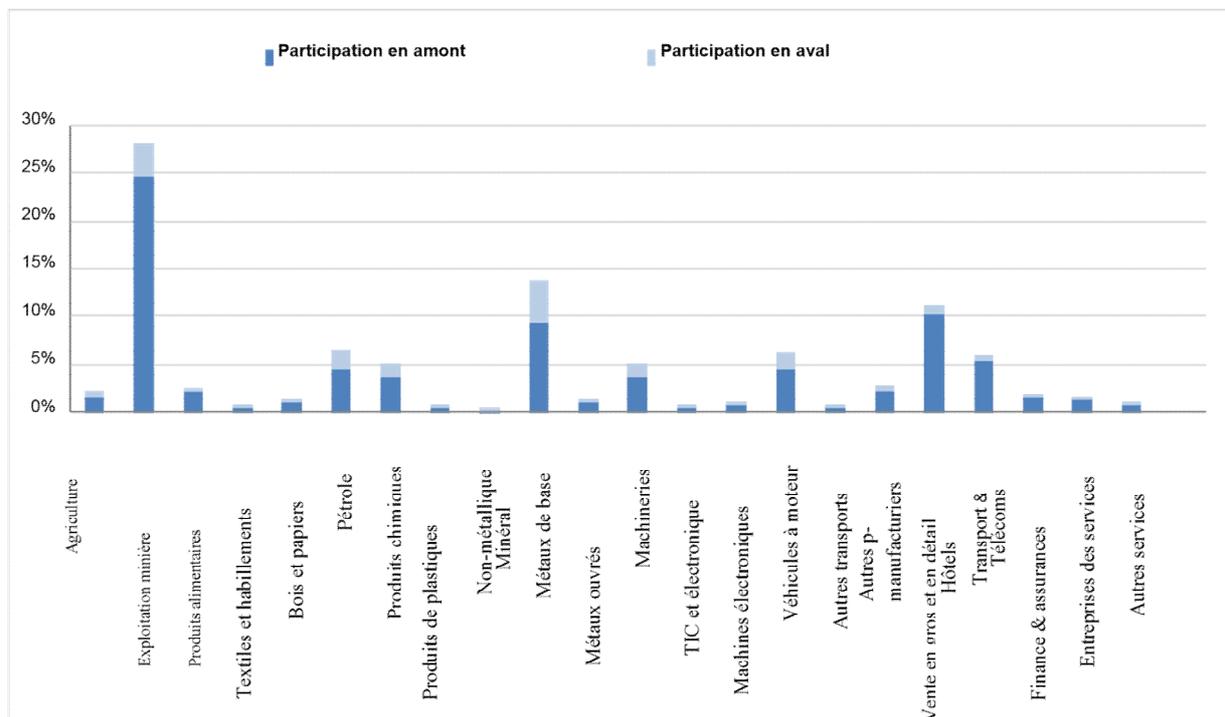
³⁵ KHERRAZI, S., 2015, L'essor des Chaînes de Valeur Mondiales : l'impératif d'une stratégie duale pour l'Afrique, *Revue de Management et de Stratégie*, (3:2), p.11-24.

³⁶ Perspectives économiques en Afrique 2014 : Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique, Edition OCDE, Date de parution : 19 mai 2014 consulté le 08/03/2016.

minières contiennent aussi une grande partie de la valeur ajoutée nationale. En conséquence, le secteur industriel sudafricain contribue considérablement à la création d’emploi, de la valeur, aux exportations et au maintien des équilibres macroéconomiques du pays. Ces données reflètent la position de l’Afrique du Sud dans les CVM. Le graphique suivant nous montre la participation de l’Afrique de sud par secteur aux chaînes de valeur mondiales

Figure06 : participation de l’Afrique de sud par secteur aux CVM

Participation aux CVM par secteur, 2013



Source: www.OCDE.COM, CN-2015 South Africa

La participation de l’Afrique de sud aux CVM est définie par les liens en amont et en aval qu’elle noue dans le cadre des exportations. L’utilisation d’intrants intermédiaires étrangers dans les exportations de l’Afrique de sud (c’est-à-dire sa participation en amont) est supérieure à l’utilisation d’intrants intermédiaires africaine dans les exportations d’autres pays (participation en aval).

L’Afrique de sud participe de manière active aux CVM manufacturières, grâce à son industrie de transformation des minerais, dont les exportations directes de l’industrie minière ont généré la plus grande source de valeur ajoutée en 2013³⁷, domestique (à la fois par sa

³⁷ www.ocde.com CN-2015 South Africa.

propre valeur ajoutée directe et des intermédiaires en amont), ce qui représente 24,6 % de la valeur ajoutée totale des exportations. Les trois prochaines industries les plus importantes étaient les ventes en gros, et détail et hôtels (10,2%), les métaux de base (9,3%), et des transports et des télécommunications (5,4%). Les plus grandes contributions étrangères étaient dans les métaux de base et les industries minières, qui, ensemble, ont contribué 7,9% des exportations totales de l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud présente un niveau élevé de compétences pour les CVM ,en particulier celles acquises par l'expérience, des entreprises bien implantées, avec des produits et des compétences de pointe, des programmes de recherche en lien avec les entreprises, une clientèle sophistiquée, des réseaux denses et bien développés d'industries et de services locaux, et une concentration géographique.

2-2 La chine

La Chine devient la première puissance économique mondiale, après son intégration dans l'économie mondiale, qui repose jusqu'à maintenant sur l'avantage relatif de la Chine en ce qui concerne les produits exigeant beaucoup de main-d'œuvre et sur la transformation de ce pays en « atelier du monde ». Aussi, la nature même de la concurrence subit des changements et changera encore plus au fur et à mesure que l'économie chinoise se rapproche du sommet de la chaîne de valeur. Le gouvernement chinois encourage fortement le transfert vers des segments à plus grande valeur ajoutée et il a fixé des objectifs ambitieux en matière d'investissement en R-D. La Chine s'est hissée au rang d'acteur important dans l'économie mondiale, mais elle ne fait que commencer à se démarquer comme concurrente dans les secteurs de pointe.

Le gouvernement chinois a annoncé des stratégies visant à faire progresser le pays dans la chaîne de valeur et à accroître la valeur ajoutée. Selon les estimations de l'OCDE, la Chine est devenue le deuxième investisseur mondial en R-D et s'est fixé comme objectif ambitieux de gonfler la part de son PIB consacrée à la R-D. Cette part représente une hausse particulièrement importante, compte tenu de la croissance du PIB chinois.

Les ambitions de la Chine ne peuvent être mieux illustrées que par les efforts qu'elle déploie pour réduire les secteurs exigeant beaucoup de main-d'œuvre dans certains domaines (ou pour les inciter à s'installer dans des régions rurales) afin de libérer des travailleurs pour qu'ils puissent effectuer des activités à haute valeur ajoutée. En 2007, le pays a réduit les rabais sur la TVA dont les exportateurs de textile bénéficiaient, dans le but

de canaliser la production vers des activités de fabrication à valeur plus élevée. Cette politique se démarque nettement de celle de nombreux pays développés qui prennent toutes les précautions pour protéger leurs industries à faible valeur ajoutée au moyen de subventions et de droits de douane, évitant ainsi que la main-d'œuvre se déplace vers des secteurs à valeur ajoutée plus élevée.

Un bon nombre d'indicateurs confirment que l'économie chinoise devient plus concurrentielle dans les créneaux à haute valeur ajoutée, dominés par des pays membres de l'OCDE. Les entreprises chinoises créent leurs propres marques et s'appuient sur les connaissances sectorielles tirées des ventes effectuées dans les chaînes de valeur mondiales dominées par d'autres entreprises. Le secteur de l'aérospatiale est un exemple probant dans lequel les entreprises chinoises qui fournissaient jadis des pièces sont maintenant devenues des concepteurs importants de nouveaux avions. La taille des entreprises chinoises croît de manière dramatique et ces dernières sont mieux en mesure de rivaliser sur le marché international.

La composition des exportations de la Chine change au fil des ans. En 2000, sept des dix produits chinois les plus exportés comprenaient les jouets, les textiles et les produits connexes. Depuis 2008, les produits textiles, les meubles et les jouets ne font plus partie des dix premiers produits d'exportation, ce sont maintenant les produits électroniques et les machines qui sont en tête, et leur part des exportations totales a augmenté considérablement.

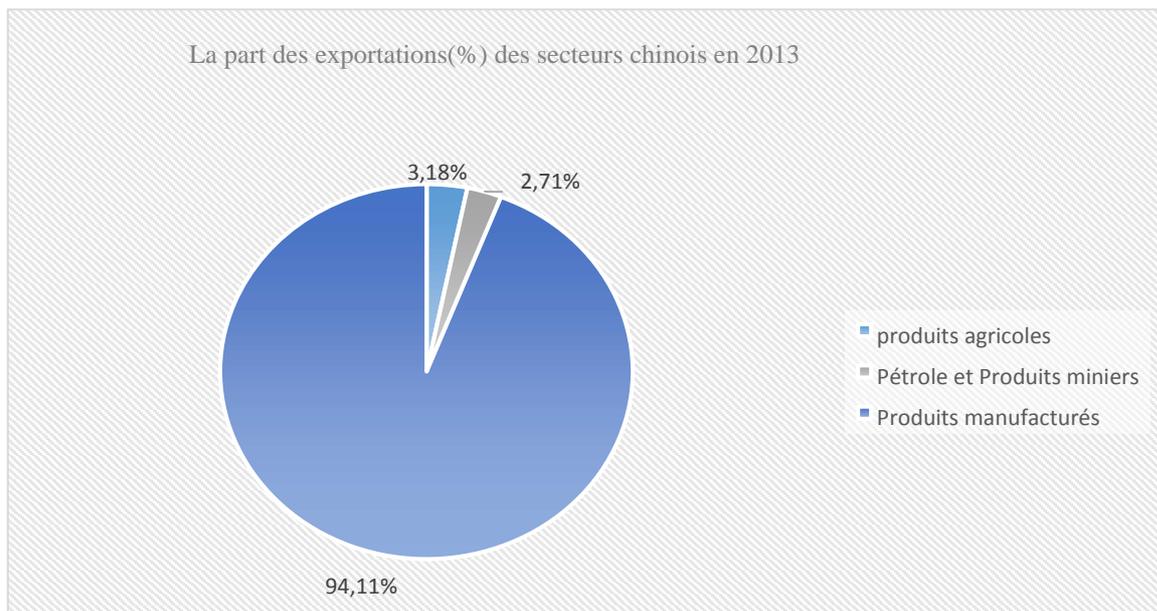
Bien qu'il soit difficile d'évaluer, pour ces produits, quelle part de la valeur ajoutée provient de la Chine.³⁸

En 2013³⁹ la Chine a enregistré les taux de croissance les plus élevés des exportations manufacturières (plus de 94%), par contre les produits agricoles ont réalisé une part faible (moins de 4%), ainsi les produits pétroliers et miniers qui ont une part plus faible (2.71%).

³⁸ Affaire mondiale Canada, « poussée de la Chine vers le sommet de la chaîne de valeur », <http://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/brief-precis/brief-precis> consulté le 12/03/2016

³⁹ La direction générale du Trésor, Chine, <http://www.tresor.economie.gouv.fr/> consulté le 18/03/2016

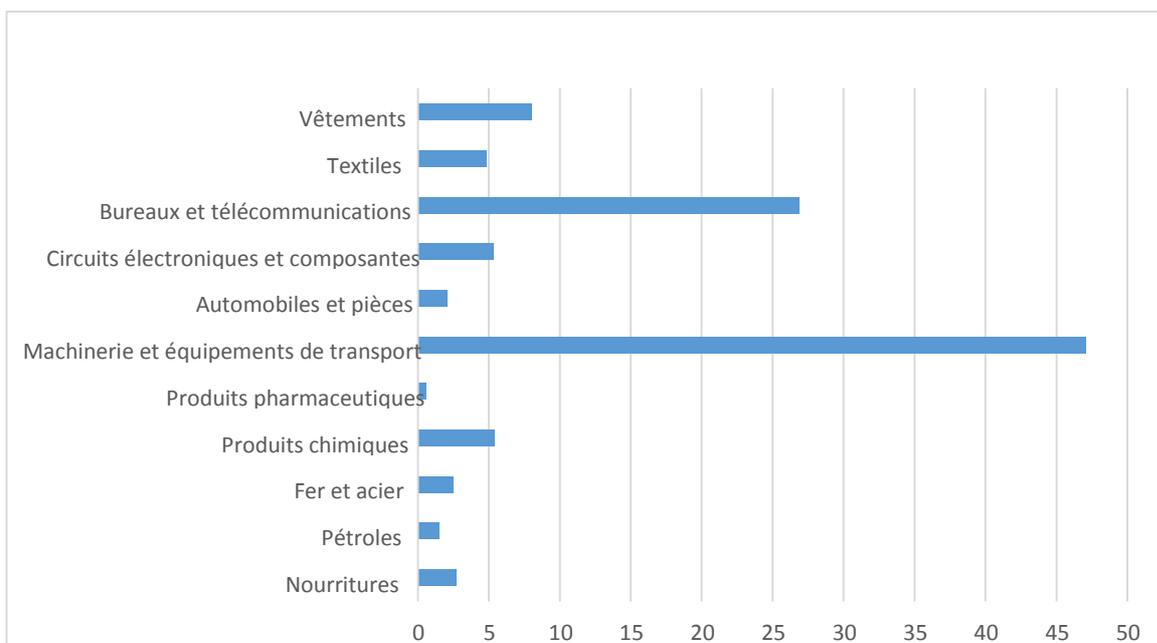
Figure07 : les trois principaux secteurs exportateurs chinois.



Source : Perspective monde, (OMC)

Le secteur des produits manufacturés se subdivise lui-même en quelques sous-secteurs, comme le montre le graphique suivant :

Figure08 : la part des Exportations (%) des produits manufacturés chinois.



Source : Perspective monde, (OMC)

Le graphique ci-dessus nous montre que la montée en puissance de la Chine dans les échanges internationaux repose sur son avantage comparatif dans les industries, en particulier dans les machineries et équipements de transport, 47,1 % exporté à la demande internationale, vient ensuite bureaux et télécommunications avec un pourcentage de 26.9 de ses exportations, suite a d'autre sous catégories : vêtements 8.04%, textiles 4.83%, produits chimiques 5.42%, circuits électroniques et composants 5.3%, automobiles et pièces 2.08%...etc.

Avec une part de contenu étranger de plus d'un tiers des exportations (en second lieu seulement à la Corée du G20) la Chine est fortement intégrée dans les chaînes de valeur mondiales , Les données fournissent des signaux importants que la Chine se déplace vers le haut dans la chaîne de valeur en tant que contribution de la transformation des services baisse et les services domestiques fournisseurs intègrent en amont. Mais l'exportation de l'orientation de la Chine dans de nombreux secteurs reste relativement faible, avec moins d'un quart de la valeur ajoutée manufacturière tirée par la demande finale étrangère. Par contre dans les secteurs d'exportation clés, cependant, comme les TIC et l'électronique, ces actions sont au-dessus de 60%⁴⁰.

3- Expériences des pays non émergents)

3-1 La Tunisie

Depuis les années 70⁴¹, la Tunisie s'est orientée vers un modèle économique axé l'exportation et l'industrialisation, soutenu par une politique volontariste d'investissement public dans le capital physique et humain, cette politique a attiré des investissements directs étrangers à travers une loi favorisant les entreprises totalement exportatrices. Principalement dominée au début des années 60 par le secteur agricole, la structure de l'économie de la Tunisie s'est profondément modifiée au profit de l'industrie et des services.

⁴⁰ Trade in value added :China, http://www.oecd.org/sti/ind/tiva/CN_2015_China.pdf consulté le 11/05/2016

⁴¹ Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économiques, Programme des Nations Unies pour le développement (2014), « *Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique Perspectives économiques en Afrique* », Edition thématique

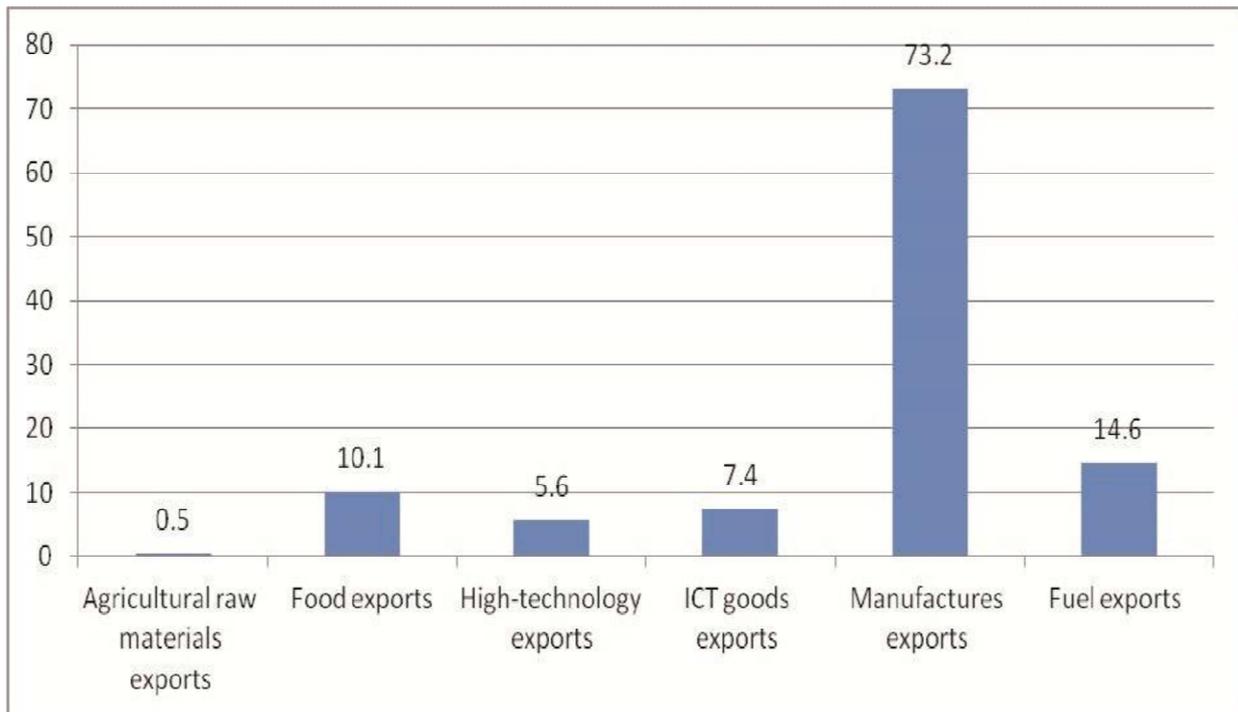
La répartition des entreprises par secteur est la suivante : agro-alimentaire 18.5 %, matériaux de construction 8 %, industrie chimique 9.7 %, industries électriques, mécaniques et électroniques (IME) 17.6 %, textile et habillement 32 %, divers 14.2 %⁴².

Le lancement du programme national de mise à niveau industrielle à la fin des années 90 a permis une amélioration de la compétitivité des entreprises tunisiennes en vue d'une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). Dans ce contexte, de grands donneurs d'ordre internationaux ont implanté des filiales dans le pays et/ou développé des accords de sous-traitance, amenant la Tunisie à participer davantage à l'économie mondiale. En 2013, on recensait 2 614 entreprises totalement exportatrices, à la source de 323 262 emplois. Deux secteurs sont à cet égard particulièrement significatifs : le textile et l'habillement depuis les années 70 et, plus récemment, les IME.

Le secteur des IME a connu une évolution importante ces quinze dernières années, avec le développement des activités de composants automobiles et aéronautiques. Les exportations du secteur ont progressé de 18 % en moyenne et par an entre 2000 et 2012. Depuis le début des années 2000, le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) a permis l'apparition de nouvelles activités de services et une intégration accrue de la Tunisie dans les CVM. Les centres d'appels se sont ainsi développés, ainsi que, dans une moindre mesure, d'autres services d'externalisation communément appelés *outsourcing* (par exemple externalisation de services comptables).

En 2012, le secteur du textile représentait plus de 32 % des exportations et celui des IME plus de 36 %. Toutefois cette intégration progressive dans les CVM a favorisé la croissance en Tunisie, contribuant à la création de nombreux emplois et aux exportations. En effet les exportations de produits manufacturés comptent pour une part importante de l'ensemble des exportations tunisiennes, dont certaines exportations de haute technologie et produits TIC comme le montre le graphique ci-dessous :

⁴² Idem

Figure09 : Part des exportations tunisiennes totales en pourcentage, 2012

Source : the World Bank, 2014

0.5% Exportations de matières premières agricoles

10.1 Exportations alimentaires

5.6% Exportations de technologie de pointe

7.4% Exportations des TIC

73.2% Exportations de produits manufacturés

14.6% Exportation de carburant

Les difficultés socio-économiques de ces dernières années ont ralenti l'intégration de la Tunisie à l'économie mondiale, mais de nombreuses opportunités existent à moyen terme.

Le ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des PME avait publié en 2008 un document sur la « Stratégie industrielle nationale à l'horizon 2016 ». Basée sur une analyse des tendances internationales et des bonnes pratiques de pays ayant réussi leur intégration dans les CVM, cette stratégie visait à transformer la Tunisie en un centre euro-méditerranéen innovant et à fort niveau de compétitivité.

La participation de la Tunisie aux CVM souffre par ailleurs des mêmes difficultés que l'ensemble de l'économie, à savoir une main d'œuvre de moins en moins adaptée aux besoins du marché, les incertitudes politiques, économiques et sociales, des infrastructures logistiques insuffisantes (le port de Radés est saturé), et la crise de la zone euro.

Toutefois, différents secteurs offrent un potentiel de développement important pour la Tunisie, comme la transformation sur place de produits habituellement exportés bruts

(hydrocarbures ou produits de l'agriculture), ou la création de produits de niches à forte valeur ajoutée provenant de secteurs traditionnels (textile technique par exemple).

3-2 Le Maroc

Dans un contexte mondial en pleine reconfiguration, le Maroc fait face au défi majeur d'accélérer son processus de transformation structurelle et son insertion dans les chaînes de valeur mondiales qui refaçonnent la physionomie du commerce international et les spécialisations sectorielles mondiales avec un recentrage de plus en plus marqué autour de grandes zones émergentes.

À cet effet, le secteur primaire joue un important rôle économique, social et environnemental dans ce pays. Il a représenté près de 15,5% du total des valeurs ajoutées aux prix courants durant la période 2008-2013, 14,4% pour l'agriculture et 1,1% pour la pêche⁴³. Et après les améliorations qui ont été constatées seulement pour les industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques, en relation avec les secteurs automobile et aéronautique, le secteur de l'industrie contribue à hauteur de 15,5% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 52,5% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013.

D'ailleurs, l'industrie automobile marocaine renforce son positionnement dans la chaîne de valeur mondiale de l'automobile comme en témoigne les performances remarquables enregistrées au cours de ces dernières années avec une production automobile dépassant 227.570 véhicules en 2014 contre seulement 18.546 véhicules en 2003. Le Maroc est devenu le deuxième producteur de véhicules en Afrique après l'Afrique du Sud avec une part de marché de 35% en 2014 contre 5% en 2003. Les exportations du secteur ont arrivé jusqu'à 40 milliards de dirhams en 2014 se hissant, ainsi, au premier rang des activités à l'export⁴⁴.

Suite à ces secteurs le Maroc s'intègre aux chaînes de valeur mondiales avec un pourcentage moins important dont :

- Le secteur des mines qui contribue à hauteur de 4,8% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 16,1% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013.

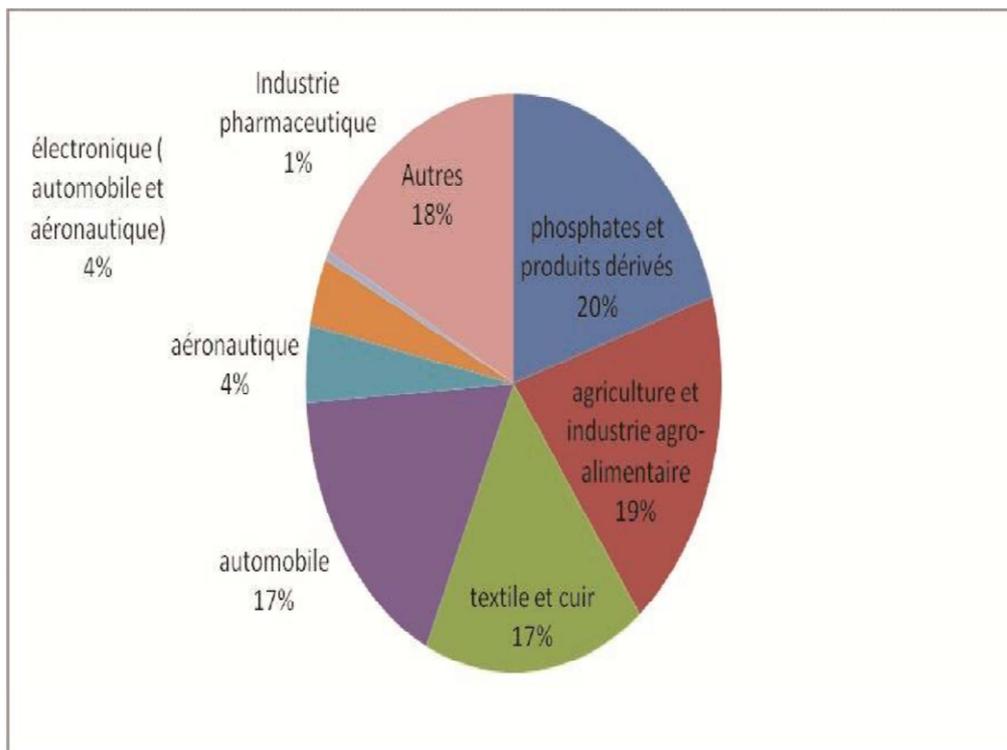
⁴³ Direction des Etudes et des Prévisions Financières, « *Tableau de bord sectoriel* », 2015

⁴⁴ Ministre de l'économie et de finance, « *Le secteur automobile au Maroc : vers un meilleur positionnement dans la chaîne de valeur mondiale* », 2015, <http://www.finances.gov.ma/Docs/2015/DEPF/Note%20automobile.pdf> consulté le 02/04/2016

- Le secteur de l'énergie qui contribue à hauteur de 2,7% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 9,1% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013.
- Le secteur du bâtiment et travaux publics qui contribuent à hauteur de 6,6% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 22,3% de celles relatives aux activités secondaires entre 2008 et 2013.
- Le secteur de transport qui contribue à hauteur de 3,9% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 7,1% de celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2013.
- Le secteur de télécommunications qui contribue à hauteur de 3% du total des valeurs ajoutées aux prix courants et 5,5% de celles relatives aux activités tertiaires entre 2008 et 2013.

Le graphique suivant nous montre la part de quelques branches dans le total des exportations marocaine en 2013.

Figure 10 : Structure des exportations marocaines par secteur, 2013



Source : Office des Changes

Nous constatons que l'intégration du Maroc aux chaînes de valeur est basée sur l'industrie manufacturière, qui a une faible valeur ajoutée et à faible coût de main-d'œuvre. D'après le graphique ci-dessus, le phosphate et les dérivés chimiques qui présente 20% des exportations, l'agriculture 19%, les textiles 17% et l'automobile 17% sont les branches d'exportations les plus importantes au Maroc, cette intégration a permis l'augmentation du PIB industriel, de chiffres d'affaires à l'export et de création additionnelle d'emplois pour ce pays.

Conclusion

Nous mettons le point sur l'expansion des chaînes de valeur mondiales qui a modifié la nature du commerce mondial au cours des vingt dernières années, y compris sur la croissance et la compétitivité des pays. Dans cette optique l'intégration au sein d'une CVM, qui s'accompagne d'une ouverture sur les réseaux, les marchés mondiaux, les capitaux, les savoir-faire et les technologies, constitue souvent une première étape sur la voie du développement économiques, et elles produisent de la richesse, mais à des rythmes différents selon les pays. Elles modulent aussi la notion de compétitivité, de sorte qu'il est plus important de comprendre comment les entreprises organisent la production multinationale.

En effet Il est essentiel de comprendre le fonctionnement des chaînes de valeur mondiales, leur incidence sur la performance économique, et la marge de manœuvre de l'action publique pour aider les pays émergents et non émergents à en tirer profit.

CHAPITRE –III-

***Etude comparative du commerce
extérieur entre l'Algérie et la Tunisie***

Chapitre III :

Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

Dans un contexte de répartition sectorielle, l’économie algérienne reste toujours dépendante des hydrocarbures. Celui-ci représente plus du tiers du PIB, assure 70% des recettes budgétaires et 98% de ses exportations. Pour les exportations hors hydrocarbures restent significativement limitées, ce qui fait que notre économie est actuellement très mal en point.

Ces dernières années, l’apparition des chaînes de valeur mondiales sont devenues une caractéristique intéressante pour l’cheminement de certains pays en développement comme l’Algérie.

Dans ce chapitre, nous essayerons de présenter notre pays au sein des chaînes de valeur mondiales, dont la première section consiste à présenter l’économie algérienne, la deuxième section sera une comparaison entre la Tunisie et l’Algérie.

Section 01 : Cadre général du commerce extérieur Algérien

L’Algérie dispose d’une position géographique qui joue un rôle important dans la facilité à l’accès aux marchés étrangers. Nous allons voir d’une manière globale les échanges effectués par l’Algérie avec d’autres pays. En s’intéressant aux produits échangés par principaux secteurs.

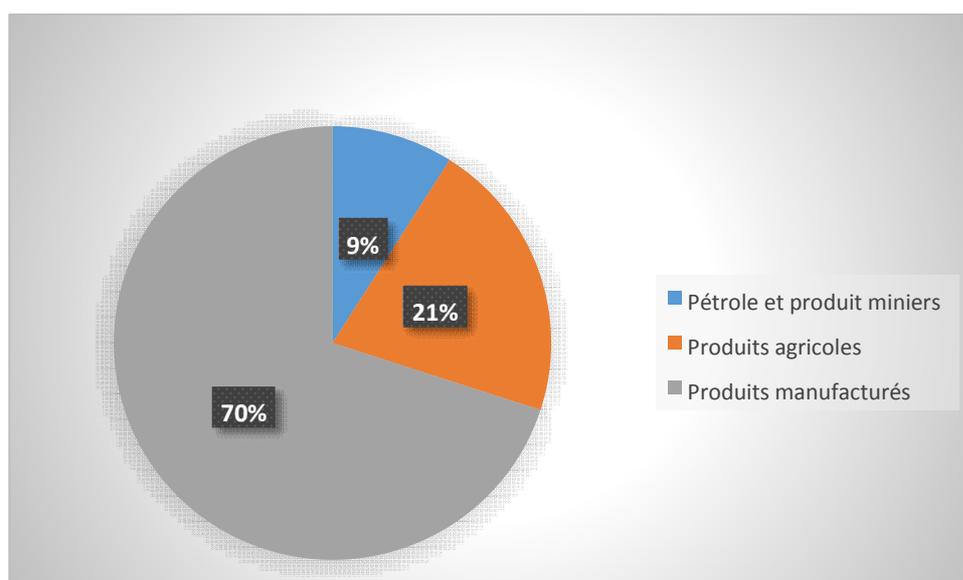
1 Structure des échanges extérieurs en Algérie :

La structure des échanges internationaux de l’Algérie s’établit par produits

1-1 Les principaux produits importés par l’Algérie :

Le secteur des produits hors hydrocarbures algérien sont les principales ressources importés par notre pays. Aujourd’hui, l’Algérie parmi les premiers pays d’importation en ce qui concerne les produits agroalimentaires, cela due à l’insuffisance de la production algérienne, fusionnée à une demande massive et croissante de produits agroalimentaires, fait que l’Algérie un pays structurellement importateur. Les importations contiennent des produits manufacturiers en premier rang avec une part de 70% du total des importations, et on trouve en second rang les produits agroalimentaires qui représentent plus de 20% du volume global des importations, et une part minime de minerais que de 9%, comme l’indique la figure(11) ci-dessous.

Figure 11 : les principaux produits importés par Algérie (% ,2015)



Source : OMC, Perspective monde

Tableau 01 : L’évolution de la part des importations de l’année 2015 et 2016

| Groupe de produit | 02 mois 2015 | | 02 mois 2016 | | Evolution (%) |
|---------------------------------------|--------------|---------|--------------|---------|---------------|
| | Valeurs | Struc % | valeurs | struc % | |
| BIEN ALIMENTAIRE | 1634 | 19,91 | 1240 | 16,5 | -24,11 |
| BIEN DESTINES A L'OUTIL DE PRODUCTION | 2346 | 28,59 | 2314 | 30,78 | -1,36 |
| BIEN D'EQUIPEMENTS | 2921 | 35,59 | 2687 | 35,75 | -8,01 |
| BIEN DE CONSOMMAION NON ALIMENTAIRE | 1306 | 15,91 | 1276 | 16,97 | -2,3 |
| TOTAL | 8207 | 100% | 7517 | 100% | -8,41 |

Source : APC Valeur : millions USD

A partir de la structure des importations retracée dans le tableau ci-dessus, on remarque une baisse de toute les importations, des diminutions pour les biens alimentaires de 24,11%, biens destinés à l’outil de production 1,36%, bien d’équipement 8,01%, et les bien de consommation non alimentaire 2,3%.

Cette diminution des importations algériennes de l’année 2015 et 2016 fait partie :

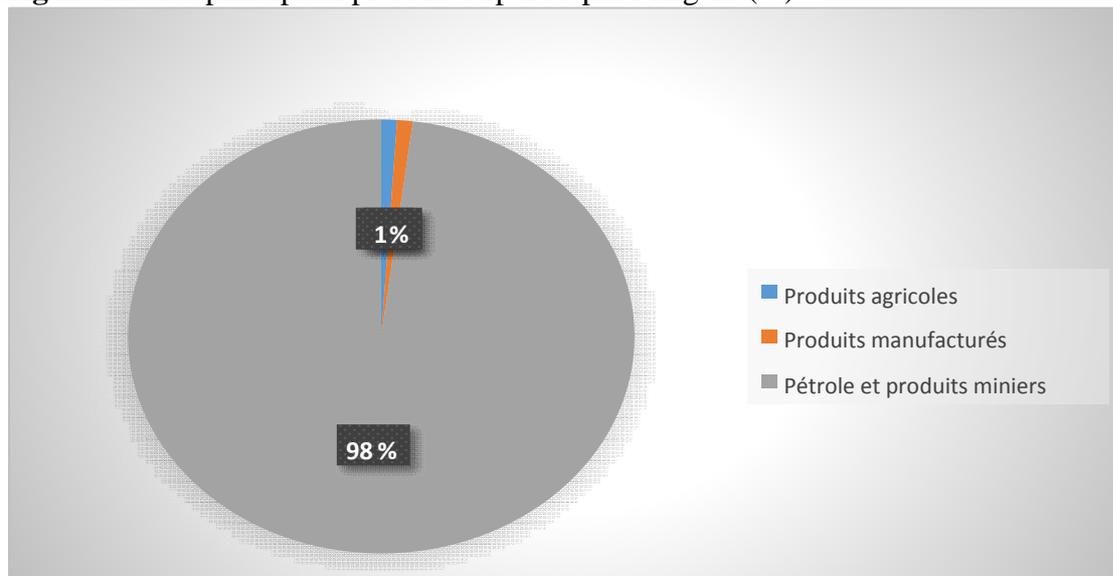
- Soit, par rapport à la baisse des exportations hydrocarbures (la chute des prix du pétrole), puisque sont la principale ressource de l’économie algérienne.
- Ou bien, il y a une amélioration de la production nationale de l’année 2015.

1-2 Les principaux produits exportés par l’Algérie :

Le secteur des hydrocarbures connaît des mutations très importantes qui conditionnent l’évolution de l’économie algérienne, sont devenus la source d’énergie la plus importante de ce dernier. Ce secteur représente l’essentiel des ventes algériennes à l’étranger en 2015 avec une part de 94,14% du volume global des exportations. De ce fait, Les exportations hydrocarbures sont toujours considérées comme la principale ressource de l’économie algérienne et les principaux produits exportés, comme l’indique la figure(12) ci-dessous.

Pour les exportations hors hydrocarbures(HH), restent toujours marginales et dominées par les hydrocarbures, avec seulement 5,84% du volume total des exportations.

Figure 12 : les principaux produits exportés par l’Algérie(%)



Source : réalisé par nos sois même à partir des donnés OMC, Perspective monde

Tableau 02 : L’évolution de la part des produits hors hydrocarbures (HH) exportés par L’Algérie de l’année 2014 et 2015

| | Part % | |
|--|--------|------|
| | 2014 | 2015 |
| Les biens alimentaires | 19,96 | 11,5 |
| Produits bruts | 5,41 | 3,91 |
| Demi-Produits | 72,39 | 83,6 |
| Biens d’équipements industriels | 1,39 | 0,53 |
| Biens de consommation non alimentaires | 0,84 | 0,36 |

Source : CNIC

D’après le tableau ci-dessus, on remarque que malgré l’importance du secteur hors hydrocarbure algérien, mais leurs exportations demeurent toujours limitées, ne participe que marginalement à l’amélioration de l’économie algérienne.

La majorité des exportations HH ont connu une diminution en 2014 par rapport à l’année précédente. Leurs faiblesses restent toujours dominées par les exportations hydrocarbures.

Les produits exportés en hors hydrocarbures sont constitués essentiellement par :

- Les biens alimentaires qui représentent une part de 11,5% en 2014, soit une diminution de 8,46% par rapport à l’année précédente.
- Les produits bruts avec une part de 3,91% en 2014, soit une diminution de 1,5% par rapport à 2013.
- En 2014, les demi-produits ont atteint 83,6%, soit une augmentation de 11,21% par rapport à 2013.
- Pour les biens d’équipements industriels et les biens de consommation non alimentaires sont aussi baissées.

2 Analyse des échanges par secteur d’activité :

2-1 Le secteur agroalimentaire :

Les industries Agro-Alimentaires (IAA) en Algérie ont connu leur grand essor dans les années 70 avec les programmes de développement notamment par la création d’une réserve de sociétés nationales pour les principales filières.

L’agro-alimentaire est le concept qui s’applique aux filières qui concernent les produits alimentaires dont les plus importantes en Algérie restent les filières céréalières et laitières, l’huile, les eaux minérales et le raffinage du sucre.

Aujourd’hui les moteurs actuels du développement des IAA sont l’innovation, la compétitivité, la mise à niveau et l’acquisition/diffusion de savoir, la gestion de la sécurité alimentaire. L’agriculture et le secteur agroalimentaire représentent près de 23% de la population active, il s’agit de la deuxième industrie du pays, après celle de l’énergie. Face à l’insuffisance de la production algérienne, fait que l’Algérie est un pays importateur notamment de denrées alimentaires avec plus de 70% de ses besoins assurés par les importations.

L’Agriculture contribue à hauteur de 10% au PIB de l’Algérie et le chiffre d’affaires réalisé par l’industrie agroalimentaire représente 40% du total du chiffre d’affaires des industries algériennes hors hydrocarbures.

2-1-1 L’industrie des céréales :

Les céréales et leurs dérivées constituent les principaux aliments de la population algérienne, ce qui confère à ce produit un rôle stratégique dans la situation locale. Actuellement, l’Algérie ne couvre que 30% de ses besoins alimentaires ce qui met l’Algérie

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

dans une position de dépendance vis-à-vis de l’extérieur pour l’approvisionnement du marché national.

Les céréales occupent une place dominante dans la production agricole et agroalimentaire de l’Algérie et dans la consommation alimentaires des ménages. L’Algérie a produit 40 millions de quintaux de céréales 2014-2015, contre 35 millions lors de la saison précédente, soit une hausse de 14,3% mais toujours été parmi les premiers importateurs mondiaux des céréales.

➤ **Les importations de l’Algérie des principales céréales :**

Tableau 03 : Importations du blé dur, blé tendre, l’orge et le maïs en quantité et en valeur de l’année 2014 et 2015.

Valeur : million USD

| ANNEE | Blé dur | | Blé tendre | | Orge | | Maïs | | Total céréales | |
|-----------|----------|--------|------------|--------|----------|---------|----------|-------------|----------------|------------|
| | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur | Quantité | Valeur |
| 2014 | 1978421 | 783,5 | 5438502 | 1587 | 770222 | 196,4 | 4107867 | 975,5 | 12295012 | 3542,4 |
| 2015 | 1763454 | 782,9 | 6741393 | 1612 | 750025 | 164,5 | 4167109 | 871,6 | 13421981 | 3431 |
| Variation | -10,90% | 0,10% | 24% | 1,60% | 2,60% | -16,20% | 1,40% | - 10,60% | 9,20% | - 3,10% |

Source : ONFFA à partir des données CNI

D’après le tableau ci-dessus on voit que :

- En 2015, les importations du blé dur ont atteint 1,7 millions de tonnes (782,9 millions USD). Soit une diminution de 10,9% en quantité par rapport à 2014 (1,9 millions de tonnes).
- Le blé tendre, atteint 6,7 millions de tonnes en 2015 (1612 millions USD). Soit une augmentation de 24% en quantité par rapport à 2014 (5,4 millions de tonnes).
- Pour l’orge, l’Algérie a importé 750 025 tonnes en 2015, soit une baisse de 2,6% en quantité par rapport à l’année précédente.
- Et aussi importé environ 4,16 millions de tonnes de maïs en 2015, soit une augmentation de 1,4% en quantité par rapport à 2014.

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

Les quantités importées des céréales (blé, maïs, orge) par l’Algérie ont enregistré une hausse de 9,2% pour l’année 2015 par rapport à 2014

➤ **Les exportations de l’Algérie des principales céréales :**

Tableau 04 : Les exportations des céréales de l’année 2014 et 2015.

Valeur : USD

Quantité : tonnes

| Année | Pays fournisseur | Blé dur | | Blé tendre | | TOTAL | |
|-------|------------------|----------|---------|------------|---------|----------|---------|
| | | Quantité | Valeur | Quantité | valeur | Quantité | valeur |
| 2014 | FRANCE | 10 | 10725.7 | 17.3 | 20735.5 | 27.3 | 31461.2 |
| 2015 | CANADA | 11 | 43479.9 | 0 | 0 | 11 | 4347.9 |

Source : ONFFA à partir des données CNIS

Selon le tableau ci-dessus on remarque que :

- L’Algérie a exporté 10 tonnes de blé dur vers la France (soit 10725.7 USD) en 2014 et 11 tonnes vers le Canada en 2015 (soit 43479.9 USD).
- Pour le blé tendre, exporté seulement 17.3 tonnes vers la France en 2014 (soit 20735.5 USD).

D’après ces analyses, on remarque que les importations algériennes de céréales dépassent celles des exportations, veut dire que l’Algérie importe plus qu’elle exporte. Et cela en raison d’une faible production nationale.

2 -1-2 L’industrie sucrière :

Comme l’industrie céréalière, l’Algérie aussi est le gros importateur de sucre. Les importations algériennes ont fortement évolué et l’Algérie importe désormais des quantités plus importantes. En 2014, les importations de sucre se sont chiffrées à 861,05 millions de dollars.

En 2016, les importations de sucre se sont chiffrées à 98,82 millions de dollars US en janvier contre 189 millions de dollars en janvier-février 2015, soit un recul annuel. Les quantités importées des sucres (de betterave brute, de canne à sucre, sirop de lactose et lactose

à l'état solide) ont également baissé de 27,33%. Cette diminution, s'explique non seulement par la réduction des quantités importées mais aussi par la baisse des prix à l'importation des sucres roux et blanc sur les marchés mondiaux, en raison d'une récolte de canne à sucre meilleure que prévue et d'une dépréciation de la monnaie brésilienne par rapport au dollar, puisque le Brésil est le premier producteur mondiale de sucre.

Aujourd'hui, l'industrie sucrière est dominée par une entreprise privée, Cevital complètement déconnecté de l'agriculture locale, elle intervient dans un environnement où le rôle de l'Etat est affaibli. En effet, cette entreprise est dépendante des importations, elle se trouve en revanche dans des situations de développement précisément opposées.

2-1-3 L'industrie laitière et ses dérivés :

L'Algérie est le premier consommateur laitier en Maghreb. La consommation annuelle de l'Algérie s'établit à 130 litres/habitant. Le pays a importé pour près de 2 md USD en lait en poudre et matières premières laitières pour une quantité de 396 000 tonnes en 2014. Près de 50% des quantités de poudre de lait importée sont destinés à la fabrication des produits laitiers à prix libres (fromages, yaourt,...). Chaque année, l'Algérie importe 60% de sa consommation de lait en poudre.

Quant aux factures d'importation de lait a chuté de plus de 45% en 2015 par rapport à 2014. La facture des importations du lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières, utilisées comme intrants dans la filière laitière, a atteint 1,008 md USD en 2015 contre 1,84 md USD à la même période de 2014, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes. En effet, la diminution de ces facteurs des importations laitiers signifie que les prix à l'importation ont fortement chuté dans les marchés mondiaux de ce produit alimentaire.

La production de lait en Algérie ne couvre qu'une faible partie de la demande en lait des industries. De ce fait, une grosse partie du lait liquide, des yaourts et des fromages produits en Algérie sont fabriqués avec de la poudre de lait importée. Le lait en poudre représente plus de 94% des importations globales des produits laitiers.

2-1-4 L'huile :

L'Algérie reste loin derrière la Grèce, l'Espagne, l'Italie, la Syrie, le Portugal, la Tunisie et le Maroc, qui sont les plus grands producteurs et consommateurs dans le monde.

Actuellement, l'Algérie est classée septième à l'échelle mondiale en matière de la production d'huile d'olive, avec un volume estimé à 50 000 tonnes/an, mais elle exporte une quantité très limitée par rapport à sa production, suite à une absence de laboratoires

spécialisés, d'unités de conditionnement, mais également la non-maîtrise du processus complet, font que notre huile ne peut rivaliser avec les productions des pays concurrents malgré sa qualité indéniable. Ainsi, l'huile algérienne est incapable de faire face à la concurrence sur le marché international dominé par les Européens dont l'exigence du respect de normes strictes ne diminue en rien la qualité intrinsèque du produit algérien.

L'Algérie souhaite augmenter la part de ses exportations hors hydrocarbures. Le pays encourage notamment le développement de la production d'huile, une filière jusqu'à présent fragile et mal organisée.

2-1-5 Les eaux minérales :

Une eau minérale est une eau d'origine souterraine, bactériologiquement saine et qui contient des taux variables de sels minéraux et oligoéléments. «L'eau de source est une eau d'origine exclusivement souterraine, apte à la consommation humaine microbiologiquement saine et protégée contre les risques de pollution.»

Les eaux minérales algériennes semblent de bonne qualité, sont relativement coûteuses, ne serait-ce que gustative et, comparée à l'eau qui sort, par exemple, du robinet, ce n'est vraiment pas un luxe... Tébessa, la région du Djurdjura, Guelma recèlent de sources d'eaux minérales parmi les plus réputées en Algérie. Mais ce commerce, certes très rentable, génère aussi des quantités considérables de déchets.

Pour le marché algérien, il existe en tout 21 marques d'eaux minérales commercialisées en Algérie dont les plus connues Ifri, Saïda et Sidi El-Kébir. Un marché très important auquel d'ailleurs les firmes internationales accordent aujourd'hui un intérêt particulier à l'image de Nestlé Waters qui a racheté Sidi El-Kébir ou encore Danone qui a repris Tessala.

2-2 Le secteur d'énergie :

Le secteur de l'énergie en Algérie occupe une place prédominante dans l'économie de l'Algérie, les hydrocarbures à eux seuls représentent 30 % du PIB, 60 % des recettes du budget et 95 % des recettes d'exportation, dont le sous-secteur pétrolière est considéré comme le premier exportateur en Algérie.

Le secteur du pétrole et du gaz représente la majorité des recettes budgétaires et la quasi-totalité des recettes d'exportation. L'Algérie est le deuxième plus grand exportateur de gaz du monde. Elle est classée au 11ème rang pour les réserves pétrolières et au 7ème pour les réserves prouvées de gaz. L'Algérie est le 18^e producteur de pétrole, le 9^e producteur de gaz naturel et le 8^e exportateur de gaz naturel au monde.

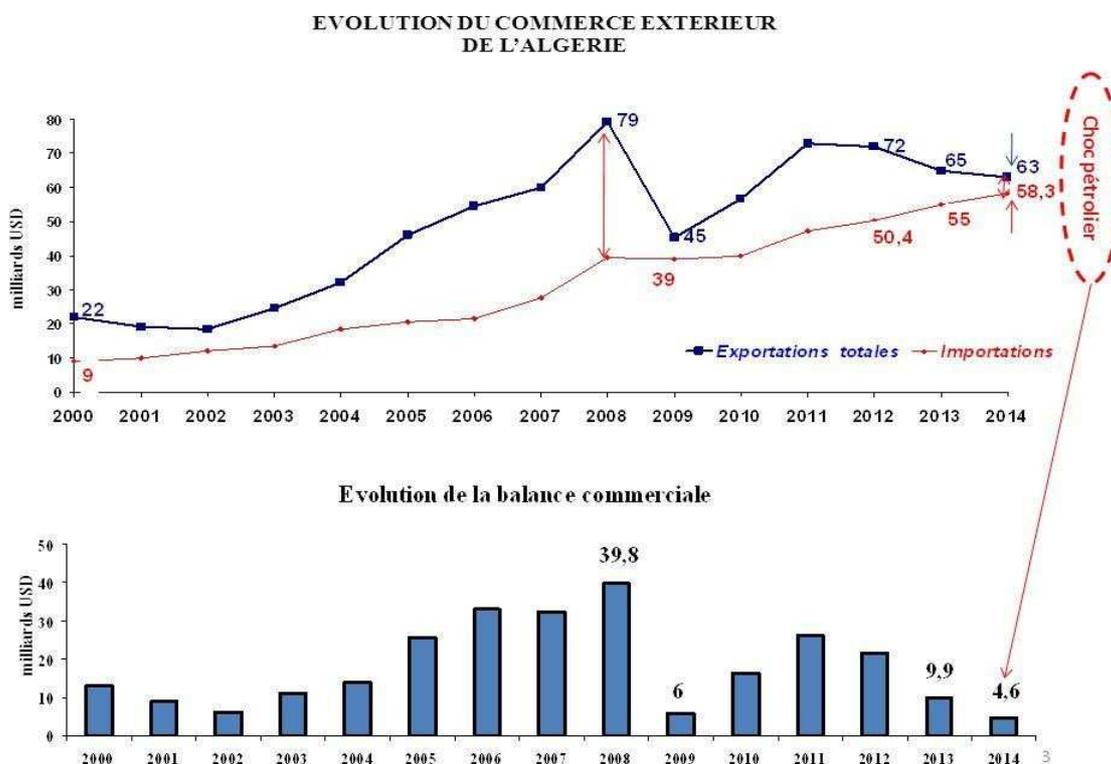
L’industrie algérienne des hydrocarbures est en pleine évolution. Dans un contexte national marqué par une profonde atteinte économique, le développement du secteur pétrolier et gazier connaît, depuis une décennie, des progrès réguliers et spectaculaires. . Le pétrole est au cœur de l’activité économique algérienne, qui reste tributaire du prix du brut. La crise qui ravage l’économie mondiale, la chute des prix du pétrole, la concurrence des ressources non conventionnelles, la baisse de production, affectent les gains à l’exportation et ont de lourdes conséquences sur l’économie du pays.

2-2-1 Analyse de sous-secteur pétrolière :

Il y a deux ans, l’Algérie a entamé une forte baisse des prix du pétrole, des principales ressources du pays, leur chute explique les raisons de l’affaiblissement de l’économie nationale, car ce dernier est fortement dépendant des recettes des hydrocarbures.

Face à la chute des cours des hydrocarbures et à l’insuffisante diversification économique, l’Algérie a puisé dans ses réserves de change et dans son fond de régulation des recettes.

Figure 13 : Le commerce extérieur de l’Algérie et le la ressource pétrolière de l’année 2014.



Source : http://images.slideplayer.fr/12/3686818/slides/slide_3.jpg

D’après la figure on constate que :

La balance commerciale algérienne a vu son excédent diminuer fortement depuis 2012. En 2014, la balance commerciale est devenue déficitaire, Cela s'explique par une forte baisse des exportations d'hydrocarbures, qui représentent la quasi-totalité des exportations. Les recettes ont totalement diminué avec la chute du cours du pétrole.

En 2014, les échanges extérieurs de l’Algérie, font apparaître une contraction des exportations de 3,21% (63 md USD), pour une grande partie imputable à la chute des cours du pétrole observée au second semestre. On observe en parallèle une hausse sensible des importations

(+6,45% à 58,6Mds USD), due pour l’essentiel à la progression des importations de biens d’équipement (+17,5%) et de biens alimentaires (+14,9%).

Section 02 : Les économies Algérienne et tunisienne dans les CVM

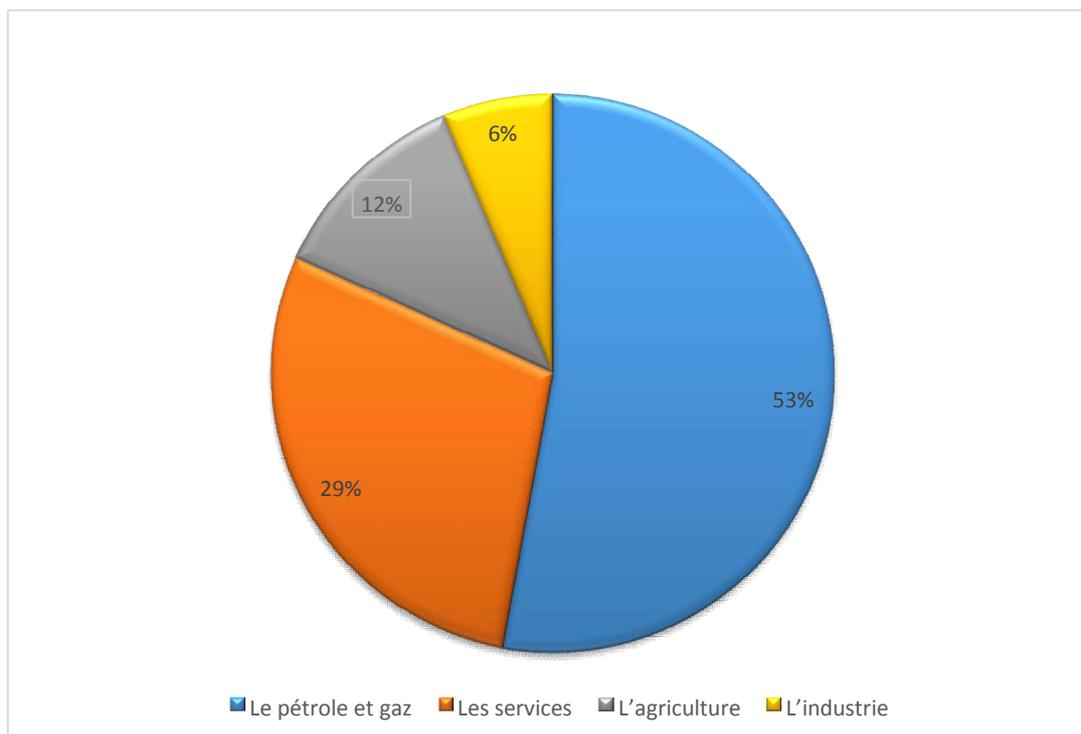
Pour devenir de plus en plus interdépendants au-delà des frontières nationales, un nombre croissant de pays prennent part à l’économie mondiale par la production, le commerce et les investissements internationaux au sein des chaînes de valeur mondiales. À cet effet nous étudions le cas de notre pays, Algérie et le pays voisin Tunisie, car celle-ci a été considérée par de nombreux auteurs et institutions comme un exemple d’intégration. Il serait donc intéressant de comparer le potentiel de l’Algérie par rapport à celui de la Tunisie. L’objectif de cette étude étant dégager les points forts et les points faibles des CVM dans chaque pays est de situer l’expérience algérienne par rapport à son voisin.

1-Répartition sectorielle du PIB : Algérie _Tunisie

1-1 Répartition sectorielle du PIB Algérien

L’intégration de l’Algérie dans les CVM se fait par les fins de chaînes : elle exporte principalement des matières premières exemple : pétrole, gaz. Comme l’indique la figure ci-dessous.

Figure 14 : les principaux secteurs productifs contribuant au PIB (%) ,2013



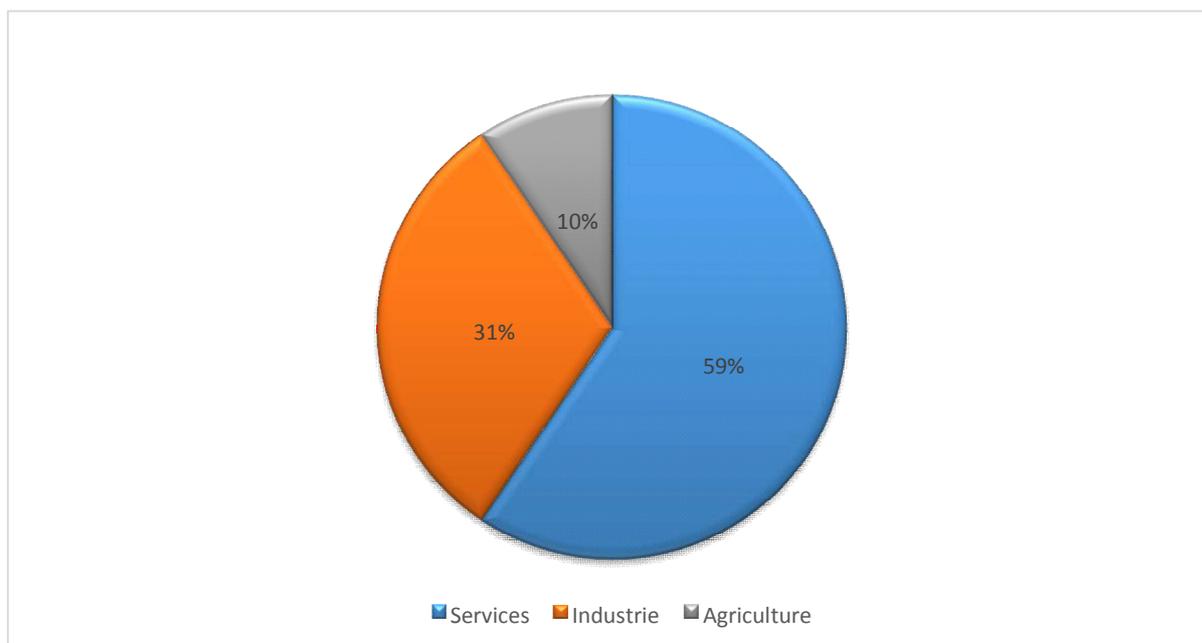
Source : réalisé par nos soins même à partir des données de Nations Unies, Commission économique pour l’Afrique

Le pétrole et le gaz, l’agroalimentaire et les industries extractives et minières sont les principales activités productives de l’Algérie. En 2013, les principaux secteurs productifs qui ont contribué au PIB étaient le pétrole et le gaz (53%), les services (29%) et l’agriculture (12%). L’Industrie ne représentait que 6% du PIB (9,1% en 1998). Le pétrole et le gaz représentaient 97% des exportations totales, les 3% restants comprenaient les matières premières, les produits miniers et chimiques, le cuivre, les produits agroalimentaires, et les dérivés du pétrole. Bien que l’on dénombre un grand nombre d’entreprises privées en Algérie, y compris des petites et des micro-entreprises, la plus grande partie du PIB algérien est générée par un petit nombre de grandes entreprises étatiques, telles que la SONATRACH. Elle importe environ tous leurs besoins en produits manufacturés et en produits nécessaires à leur industrie locale. Sa performance économique est liée aux fluctuations des prix des matières premières et aux crises économiques. De plus, l’industrie et l’agriculture locales ne sont pas suffisamment développées pour se passer des importations. Son économie est lourdement contrôlée par l’administration publique. Cependant, en regardant son infrastructure économique, ce qui concerne la taille de son économie, l’Algérie a de grandes capacités financières.

1-2 Répartition sectorielle du PIB Tunisien

La Tunisie est passé, jusqu’à un certain point, de l’exportation des matières premières, produits agricoles aux exportations de produits manufacturés. Elle a également accordé une plus grande place au secteur privé même si son gouvernement a un important rôle économique dans les secteurs primaires et dans les secteurs de la banque et de l’assurance. son économie est profondément intégrées dans les CVM à travers : des IDE qui contrôlent une part significative des secteurs tournés vers l’exportation, des accords de libre-échange internationaux et régionaux (avec l’UE, et l’ALENA) et régionaux (GAFTA, AGADIR), et des produits manufacturés qui sont à des niveaux différents des chaînes de valeur, du début (matières premières/transformation de produits premiers), en passant par le milieu (soustraction/transformation de produits intermédiaires) pour arriver aux étapes finales (Assemblage).

Figure 15 : PIB Tunisien par secteur (%), 2013



Source : réalisé par nos soins même à partir des Données des administrations nationales.

Le graphique ci-dessus montre clairement que la structure de production tunisienne est dominée par les services (59.4 % du PIB) et l’industrie (31.2 %). Le poids de l’agriculture reste limité (9.4 % du PIB), mais celle-ci conserve un rôle important dans les performances globales de l’économie tunisienne compte tenu de la part des exportations de produits agricoles transformés (huile d’olive notamment) dans le commerce extérieur (10.5 %).

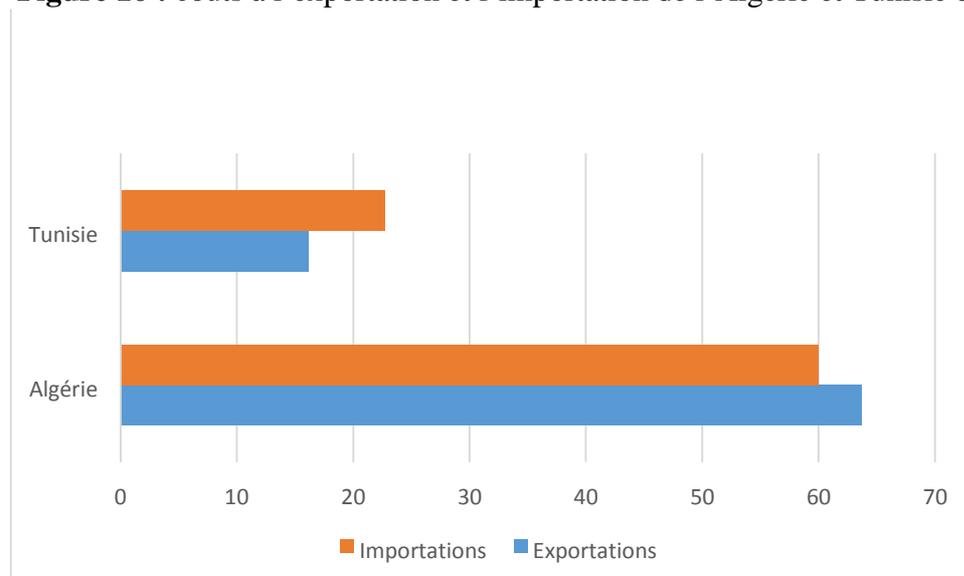
En 2013, le secteur manufacturier a enregistré une croissance moyenne de 2.5 %. Cette croissance a été tirée principalement par les branches textiles (+3.7 %), mécanique et électrique, fortement orientées vers l’exportation, ainsi que par la bonne tenue des industries chimiques (+4.2 %). Toutefois, la compétitivité du secteur industriel tunisien demeure faible et dépendante des cours du dinar (TND). Le secteur des industries non manufacturières a enregistré une croissance limitée à 2 % suite au fléchissement de la valeur ajoutée dans la branche pétrole et gaz (-1 %).

La valeur ajoutée des services marchands a progressé de 4.1 % en 2013. La dynamique de Ce secteur a été tirée par les télécommunications (+9.7 %), les services financiers (+5 %) et les transports (+3.8 %). Concernant les services non marchands, la politique budgétaire expansionniste adoptée en vue de relancer l’économie a engendré une progression rapide de leur valeur ajoutée pour la troisième année consécutive (+3.5 % en termes réels), portant en 2013 leur part dans le PIB à hauteur de 18 %.

2-les structures des exportations et des importations de l’Algérie et de la Tunisie :

L’Algérie est la 49^e plus grande économie d’exportation dans le monde et la 100^e économie la plus complexe. Par contre la Tunisie est la 75^e plus grande économie d’exportation dans le monde et la 74^e économie la plus complexe en 2014 selon l’Indice de complexité économique (ECI).

Figure 16 : coûts à l’exportation et l’importation de l’Algérie et Tunisie en 2014(milliards \$)



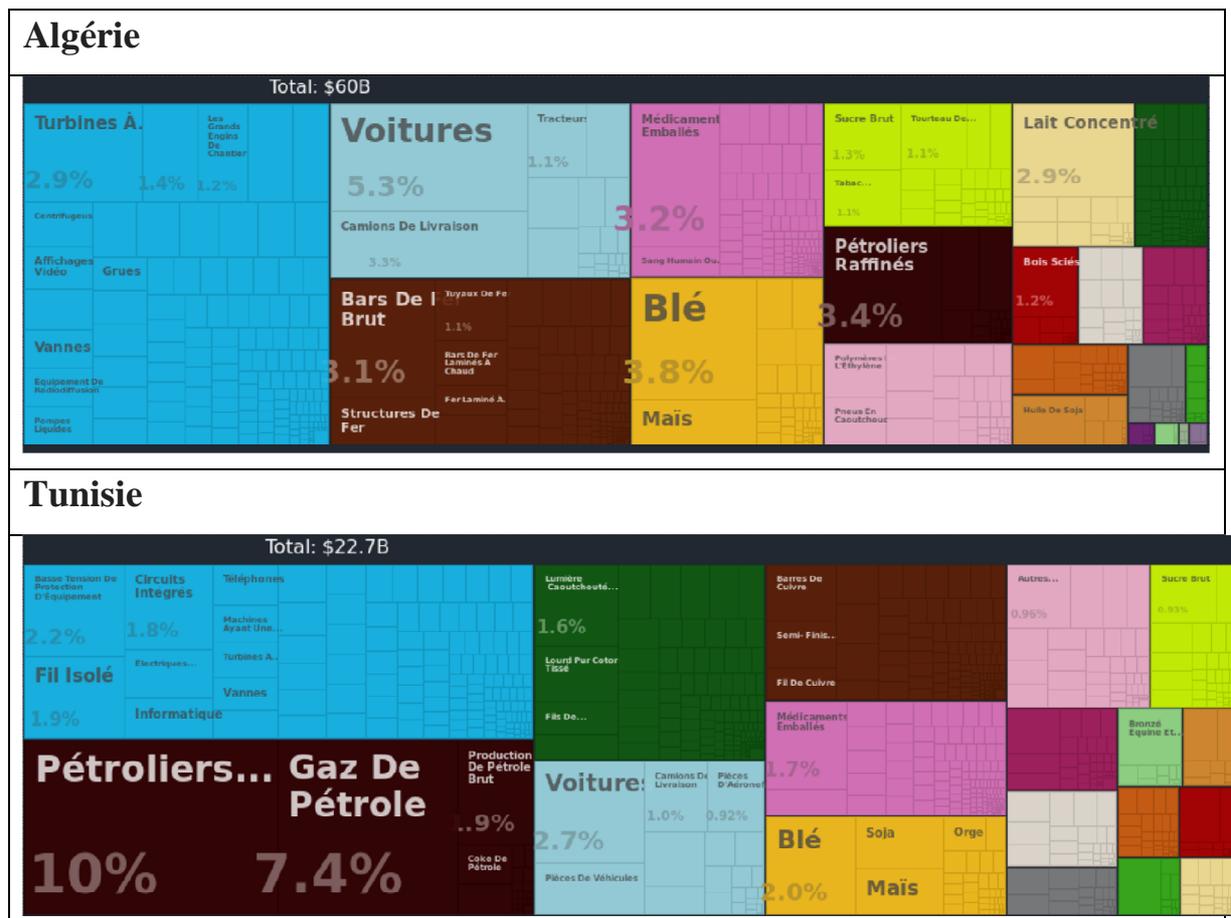
Source : réalisé par nos sois même à partir des donnés de OEC

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l'Algérie et la Tunisie

un taux annualisé de -0,1 %, passant de 16,2 \$ milliards en 2009 à 16,1 \$ milliards en 2014. Les exportations les plus récentes sont dirigées par Fil isolé qui représentent 11 % (1.78 milliards\$) des exportations totales Tunisie, suivie par la production d'habillements qui présente 10.9%.

2-2 Les principales importations pour l'Algérie et la Tunisie

Figure 18 : Les principales importations pour l'Algérie et Tunisie, 2014

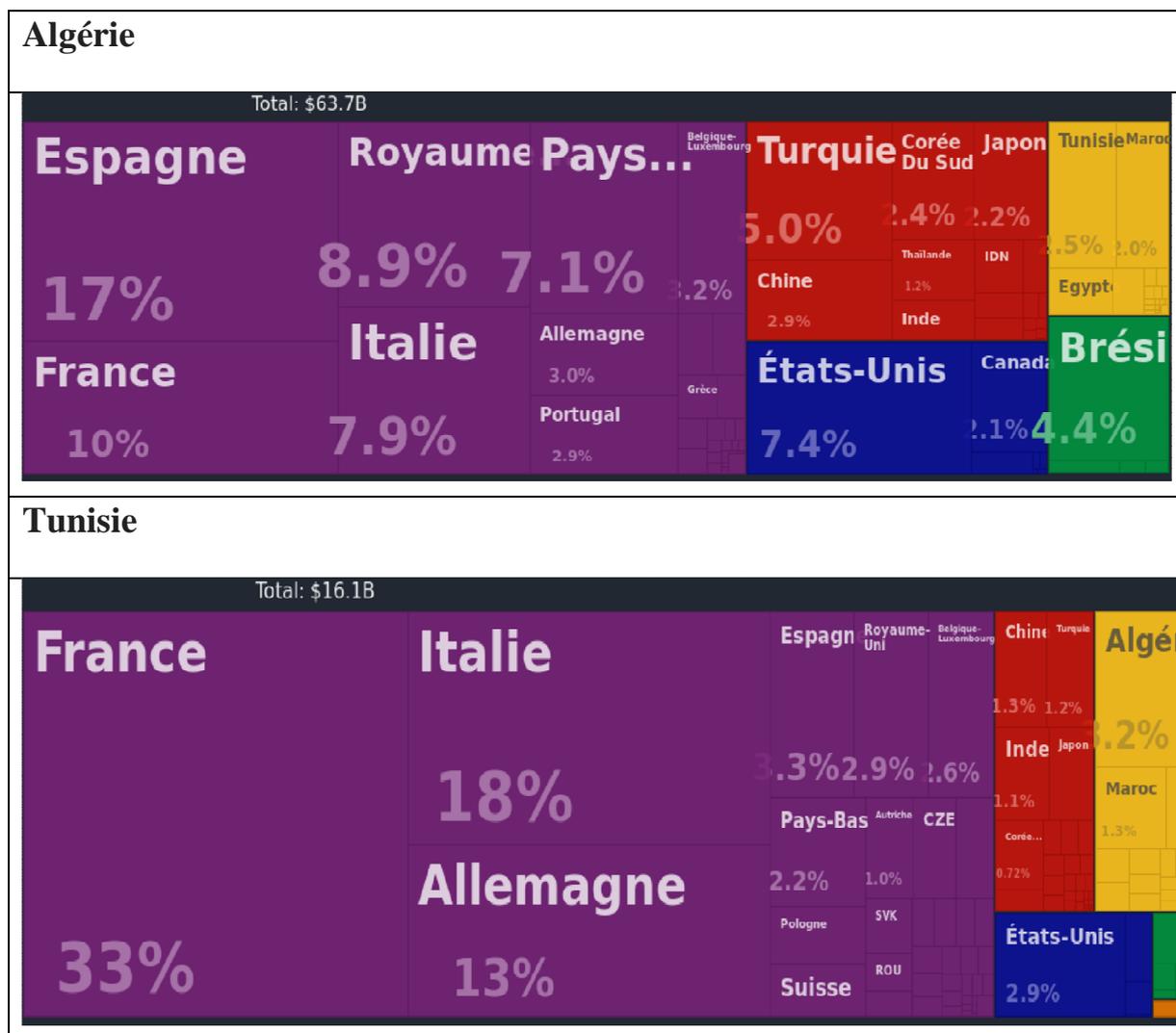


Source : OEC-Tunisie (TUN) Export, Import. OEC-Algérie (DZA) Export, Import.

Au cours des cinq dernières années, les importations de de l'Algérie ont augmenté à un taux annualisé de 8,1 %, passant de 40,6 \$ milliards en 2009 à 60 \$ milliards en 2014. Les importations les plus récentes sont dirigées par des Voitures qui représentent 5, 35% (3.21 milliards \$) des importations, suivie de Blé, qui représentent 3,84 %, 2.3 milliards (figure18). Ainsi que pour les importations de Tunisie ont augmenté à un taux annualisé de 2,4 %, passant de 20,1 \$ milliards en 2009 à 22,7 \$ milliards en 2014. Les importations les plus récentes sont dirigées par des Pétroliers raffinés qui représentent 10, 4 % (2.36 milliard \$) des importations totales, suivie par Gaz de pétrole, qui représentent 7,4 % (1.8 milliards \$).

2-3 Analyse comparative des destinations de l'Algérie et de la Tunisie

Figure 19 : Les principales destinations de l'Algérie et Tunisie, 2014



Source : OEC-Tunisie (TUN) Export, Import. OEC-Algérie (DZA) Export, Import.

Les principales destinations de de l'Algérie à l'exportation en 2014 d'après la figure ci-dessus sont : l' Espagne (11 milliards \$) , la France (6,57 \$) milliards , Royaume-Uni (5,64 milliards\$) , l' Italie (5,04 \$ milliards) et États- Unis (4,72 milliards\$) . et les destinations de la Tunisie sont la France (5,31 \$) milliards , l' Italie (2,88 \$) milliards , l' Allemagne (2,13 \$) milliards , l' Espagne (528 millions de dollars) et l'Algérie (516\$ des millions).

2-4 Analyse comparative des principales origines d'importation pour l’Algérie et la Tunisie

Figure 20 : principaux fournisseurs pour l’Algérie et Tunisie, 2014



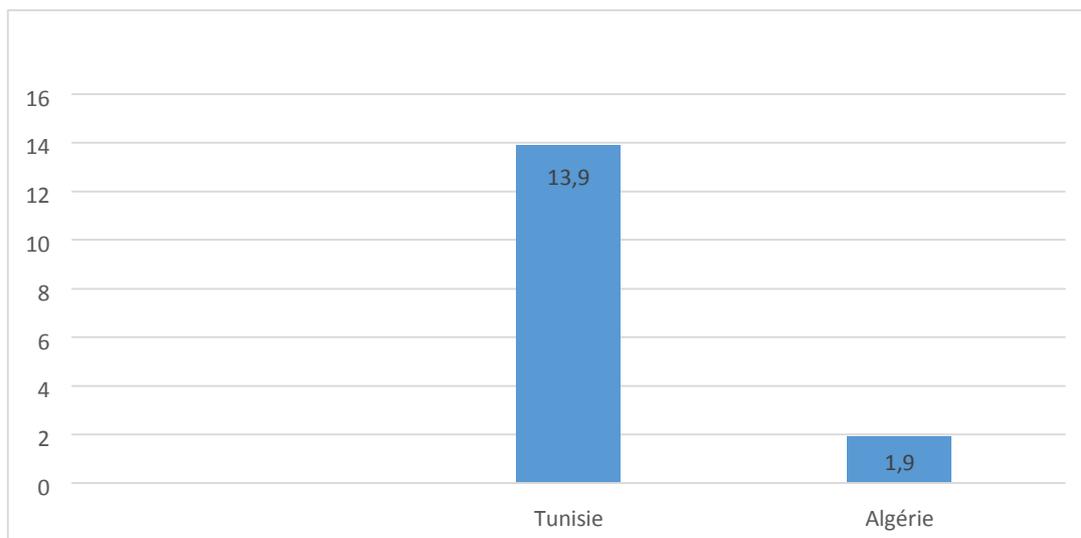
Source : OEC-Tunisie (TUN) Export, Import. OEC-Algérie (DZA) Export, Import.

D’après la figure ci-dessus nous constatons que les pays fournisseurs pour l’Algérie pour 2014, sont : principalement la Chine (8,35 milliards \$) , la France (7,5 milliards \$) , l’Italie (5,36 milliards \$) , l’Espagne (5,03 milliards \$) et l’Allemagne (3,55 milliards \$) .et pour la Tunisie sont la France (4,41 \$) milliards , l’ Italie (4,36 \$) milliards , l’ Allemagne (1,73 \$) milliards , l’Algérie (1,58 milliards \$) et la Chine avec 1 , 23 milliards \$.

3- Structures des exportations hors matières premières pour l’Algérie et la Tunisie

La Tunisie a une économie plus diversifié que l’Algérie pour confirmer cela on doit dégager les écarts de progrès qui existent entre les exportation hors matières premières Tunisienne et Algérienne.

Figure21 : exportations des produits hors matières premières en milliards de \$, 2012

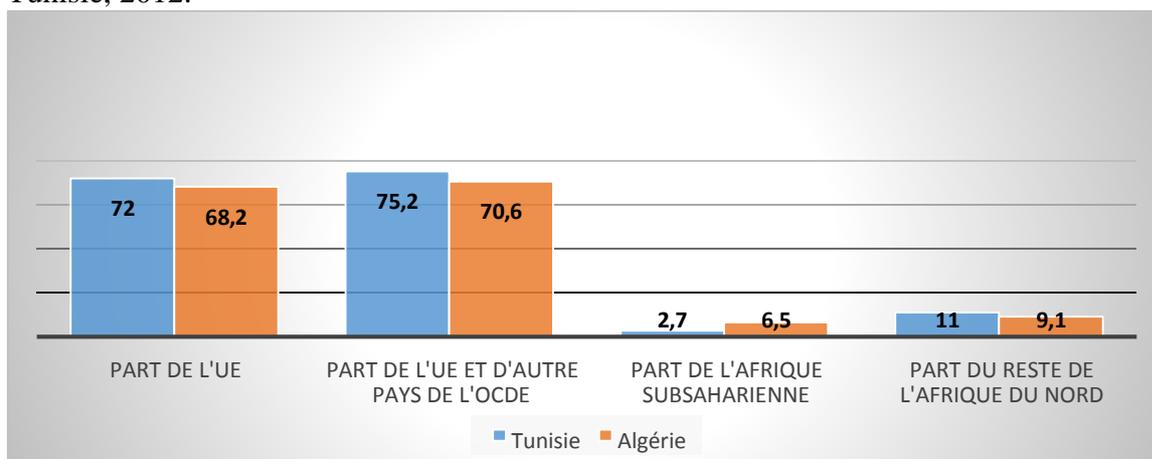


Source : L’Afrique du nord dans les chaines de valeur mondiales

La figure(21) nous montre que, si on exclut les matières premières, la Tunisie est l’exportateurs clés des produits hors matières premières dans l’Afrique du nord, avec 13.9 milliards\$, par contre l’Algérie qui dépend énormément des exportations en pétrole et n’exporte que des quantités très limitées de produits agricoles et manufacturés n’a pas enregistré que 1.9 milliards \$.

3-1 La part du marché d’exportation des produits : agricoles, manufacturés pour l’Algérie et Tunisie.

Figure 22 : Marché d’exportation de produits agricoles et produits manufacturés(%), Algérie, Tunisie, 2012.



Source : UN Comtrade, 2014

Le graphique montre que l’Union européenne est le principal marché d’exportation pour l’Algérie avec une part de 68.2%, pour ce qui concerne les produits agricoles et manufacturés, et une plus grande part d’exportation vers les pays de l’OCDE 70.6%.en

revanche elle présente une faible part combinée avec le reste de l’Afrique du nord (9.1%) et des pays d’Afrique subsaharienne (6.5%), cela traduit une intégration régionale limitée.

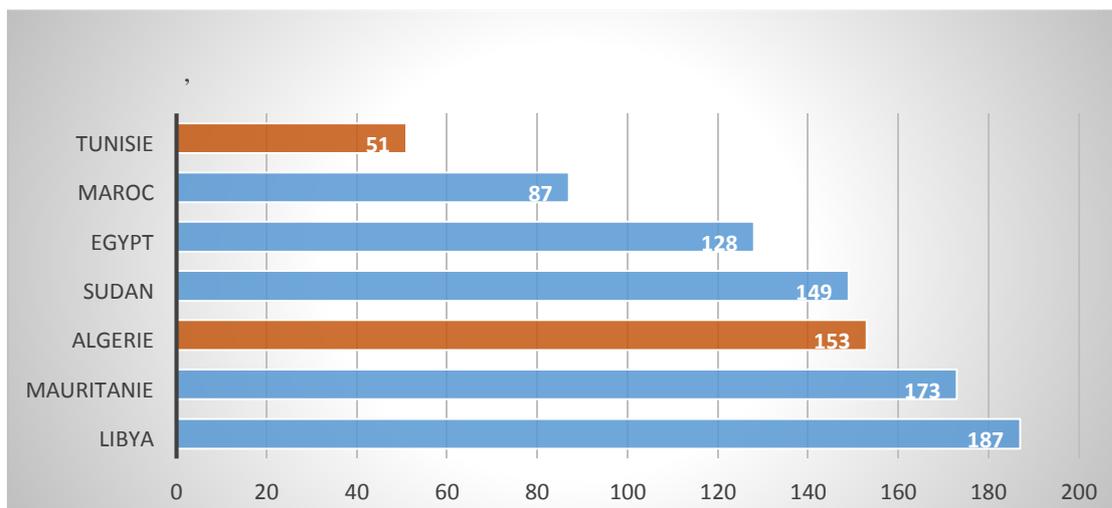
Selon la figure ci-dessus nous constatons que la Tunisie est hautement intégrée dans les chaînes de valeur européennes des biens agricoles et manufacturé avec une part de 72%. De même pour les pays de l’OCDE avec 75,2%, par contre pour l’intégration régionale la Tunisie enregistre une part marginale, dont les pays d’Afrique subsaharienne et l’Afrique du nord sont respectivement 2.7% ,11%.

4- Les investissements directs étrangers en Algérie et Tunisie

L’investissement direct étranger est l’un des moyens qui permet aux pays en développement d’intégrer dans les chaînes de valeur mondiales. Au cours des dernières décennies en Afrique du nord la Tunisie était parmi les premiers pays en développement à s’ouvrir à l’investissement direct étranger (IDE), (51^{ème} place sur 189pays).par contre l’Algérie figure parmi les derniers

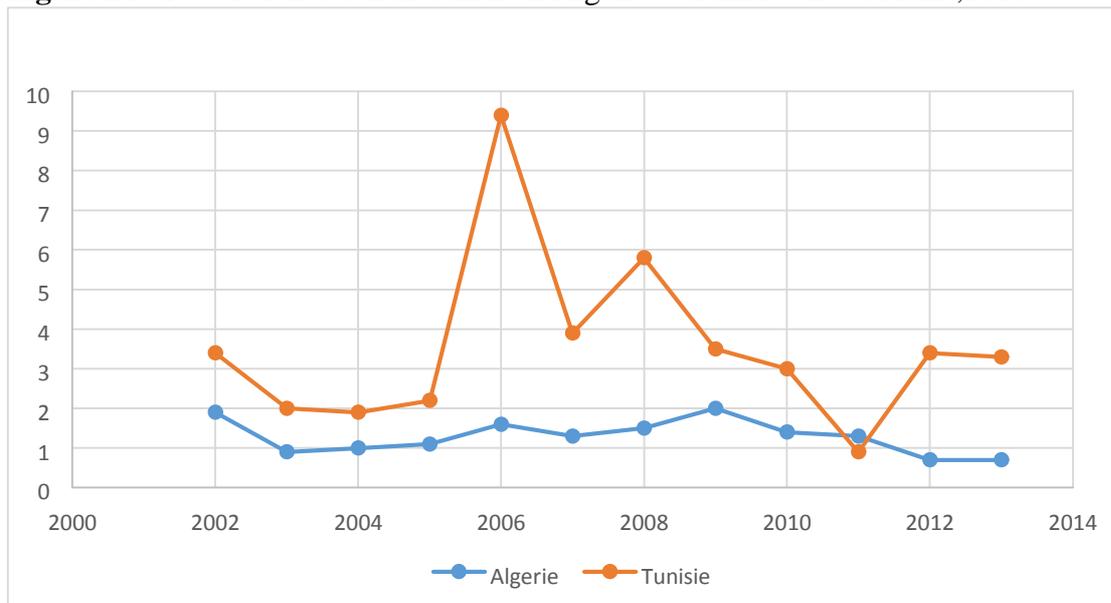
153^{ème} place sur l’échelle de l’Indicateur de l’Ease of Doing Business (facilité de faire des affaires) de la Banque mondiale.vu que le climat des affaires dans les deux pays est le même, mais les facilités d’investissement varient d’un pays à un autre.

Figure23 : Indicateur de Facilité de faire des affaires, Classement mondial de 189 pays ,2013



Source : Banque mondiale, 2014

Figure 24 : l’évolution des flux d’IDE en Algérie et Tunisie en % du PIB ,2013



Source: ITC based on World Bank WDI, (International Trade Center).

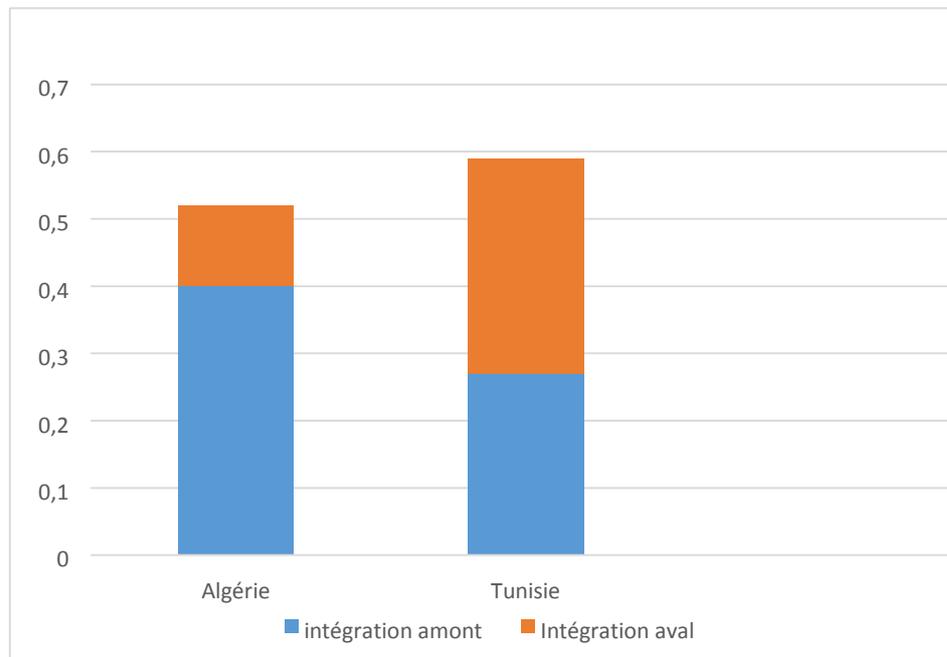
Le graphique ci-dessus montre que les flux d’IDE en Algérie, ont connu durant la période 2002-2013 des fluctuations remarquables : faibles durant la période 2002-2007 entre 1.9 et 1.3%, importantes durant l’année 2009(2% du PIB). Mais cela n’a pas duré pour longtemps, à partir de l’année 2010 la loi de finance 2009, 51/49 % (fixe la part de participation d’un investisseur étranger dans une société de droit algérien à 49%).a laissé des traces sur le volume des IDE, ou leur taux n’a cessé de baisser pour atteindre 0.7% du PIB en 2013. Cela s’explique par la faiblesse de l’attractivité du pays.

En revanche, les IDE en Tunisie ont connu une évolution remarquable durant ces années, passant de 3.4 en 2002 à 9.4% du PIB en 2006(importantes entrées d’IDE des Emirats arabes unis) .avant de chuté en 2011 à 0.9% (la crise de la zone euro), mais la situation n’as pas duré notamment grâce au lancement de nouveaux projets d’infrastructure à l’intérieur du pays

L’environnement de l’investissement s’amélioré en 2012 Ils représentent (3.4% du PIB). Les principaux secteurs d’investissement sont le textile, l’informatique, les services aux entreprises, l’énergie et le tourisme. La répartition sectorielle montre une orientation claire vers l’industrialisation.

5- La participation en amont et en aval de l’Algérie et Tunisie aux CVM

Figure25 : participation de l’Algérie et Tunisie aux CVM, 2013 Part du total des exportations en valeur ajoutée(%).



Source : BAD et al. 2014.

Note : L’intégration amont se mesure par la part de la valeur ajoutée étrangère incorporée dans les exportations d’un pays. L’intégration aval se mesure par la part de la valeur ajoutée exportée par un pays qui est réexportée par le pays importateur.

Les deux principaux modes de participation d’un pays aux échanges au sein des CVM sont : l’intégration amont, lorsque le pays achète à l’étranger des intrants pour sa production destinée à être exportée et l’intégration aval, lorsque le pays fournit des intrants pour la production d’un autre pays destinée à être exportée. La combinaison de l’intégration amont et de l’intégration aval donne une indication de la participation totale d’un pays aux CVM

Une participation en amont accrue génère une plus grande valeur ajoutée locale par habitant au niveau des exportations d’un pays, comme le cas de l’Algérie (figure25) qui compte un vaste secteur des ressources naturelles et exporte principalement des produits hydrocarbures (Une participation en amont plus forte de sa participation en aval). En d’autres termes, les importations de biens intermédiaires donnent accès à des intrants compétitifs, ce qui permet d’améliorer la productivité et de vendre des produits plus compétitifs sur les marchés d’exportation.

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

C’est essentiellement via l’intégration an aval que la Tunisie participe aux CVM, Comme le montre le graphique, la part de l’intégration aval est légèrement supérieure à l’intégration en amont, notamment en raison du dynamisme des importations des biens intermédiaires par les entreprises totalement exportatrices.

- **Une cartographie de position des deux pays dans les CVM :**

| CVM | Algérie | Tunisie |
|--|--|--|
| Gaz et pétrole. | exportateurs de Gaz et pétrole brut. | Développement potentiel du gaz et du pétrole y compris offshore. |
| Dérivés du gaz et du pétrole (combustibles, produits chimiques et plastiques). | Faible intégration. | Faible intégration. |
| Énergie solaire | Potentiel énorme+ plan solaire pour exporter l’électricité vers l’Europe | Potentiel énorme+ plan solaire pour exporter l’électricité vers l’Europe |
| Phosphates | Importantes réserves de phosphates | Exportateur mondiale de phosphates |
| Dérivés du Phosphates | Industrie limitée d’exportation mais d’importants projets | projets |
| Minerai de fer | Importantes réserves de minerai de fer (non- exploitées) | Réserves limités industries en amont |

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

| | | |
|---------------------|---|--|
| Automobile | Industrie des composants Industrie de Construction (assemblage) | Industrie de Construction (assemblage) en démarrage |
| aéronautique | | Composants et services |
| Textile et vêtement | | Industrie importante basée sur coupe/couture |
| Agroalimentaire | Importateur agroalimentaires | Exportateur agroalimentaires |

Source : réalisé par nos soins même à partir des données des Nations Unies « Commission économique pour l’Afrique »

6- Analyse SWOT pour l’Algérie

| Forces | Faiblesses |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> -ressources et richesse naturelles ; -une position géographique favorable ; - dépréciation du dinar Algérien. | <ul style="list-style-type: none"> -La très petite taille des entreprises du secteur privé ; -l’inefficacité du secteur étatique ; -absence de capitalisation ; -une économie non diversifiable ; -manque de zones industrielles ; -produits non-compétitifs ; -absence de stratégie pour améliorer l’intégration aux CVM ; -importations massives concentrées sur le secteur agro-alimentaire ; -capacités d’innovation limitées. - Non adhésion a l’OMC |

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

| Opportunités | Menaces |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">- l’ouverture du commerce extérieur ;-Entrée de nouveaux produits ;-la création d’emplois ;-forte demande de certains produits sur le marché international.-Mise à niveau de la position de la SONATRACH dans les activités en amont du pétrole et du gaz | <ul style="list-style-type: none">-Faible demande pour la main d’œuvre qualifiante ;-Concentration des exportations vers l’Europe ;-baisse des prix du pétrole ;-la non satisfaction des investisseurs (loi 51/49%, 2009). |

7- Analyse SWOT pour la Tunisie :

| Forces | Faiblesses |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">-une position géographique favorable ;-l’émergence d’un secteur privé dynamique ;-Des IDE qui contrôlent une part significative des secteurs tournés vers l’exportation ;-Environnement des affaires favorable à l’intégration dans les CVM ;-services et Industrie du vêtement qui présente une bonne partie des exportations.-l’adhésion à l’OMC | <ul style="list-style-type: none">-beaucoup d’entreprises publiques en situation de monopole souffrent d’une mauvaise gouvernance ;-une faible exportation ;- un solde commercial négative (2013) |

CHAPITRE –III- Etude comparative du commerce extérieur entre l’Algérie et la Tunisie

| opportunités | Menaces |
|--|---|
| - Le développement de la sous-traitance en matière de conception de logiciels et de services ; -bonne relations économiques Tunisie/ UE -développement de la technologie et innovation | -Grande dépendance par rapport au marché de l’UE ; -Faible demande pour les compétences locales dans leurs exportations dans le cadre des CVM. |

Conclusion

L’Algérie, ne s’est pas largement engagée dans les chaînes de valeur mondiales. Le pays s’est plutôt essentiellement spécialisé dans l’exportation de produits de base vers les marchés mondiaux (97% de ses exportations hydrocarbures), en revanche les exportations pour d’autres secteurs restent faibles et limitées (3%). D’autre part on conclue également que les services constituent près de la moitié des exportations en valeur ajoutée en Tunisie et ont une incidence directe sur la compétitive de l’industrie manufacturière. En effet le pays qui participe plus aux CVM est la Tunisie avec une croissante évolution des flux d’IDE, qui s’explique par une intégration aval.

Conclusion Générale

L'Objet de ce travail, était d'étudier le positionnement actuel de l'Algérie par rapport aux chaînes de valeur mondiales et de savoir s'il y a une stratégie adoptée pour s'intégrer à celle-ci. A cet effet, nous avons opté une analyse comparative par rapport à notre pays voisin (la Tunisie) qui consiste à identifier un ensemble d'éléments en matière des exportations et des investissements directs étrangers (IDE).

L'étude a montré que l'Algérie a reculé durement en matière d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE), Il révèle des difficultés persistantes du climat des affaires, caractérisé notamment par des lourdeurs dans la création d'entreprises (régle 51/49%), devant les progrès de notre voisin tunisien qui est concédé parmi les meilleures destinations d'IDE en Afrique à travers sa stratégie de développement national autour de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Cela est à signifier de l'absence d'une stratégie et de l'inefficacité du système de décision macroéconomique algérien.

L'économie algérienne se caractérise par la multitude de ses ressources naturelles, essentiellement les hydrocarbures qui occupent une place très importante dans leur évolution. Le résultat permet de conclure que malgré une richesse naturelle très faible, vu qu'avec l'évolution du secteur privé de notre voisin offre des perspectives encourageantes, permet de tirer profit des opportunités de la diversification et d'intégration.

Durant notre étude, la principale difficulté obtenue est l'insuffisance de données pour l'appréciation du potentiel algérien d'intégration, les données limitées dans notre pays limite la possibilité de développer à ce stade une meilleure mesure des CVM. En outre, les bases de données telles que l'OCDE ne couvrent pas notre pays. Par la suite, difficulté de choisir le pays qui va servir d'étalon pour effectuer le benchmarking.

De ce fait, notre étude a un caractère exploratoire descriptif. Vu l'absence d'études sur ce thème pour le cas algérien. D'autres études explicatives sont utiles afin de comprendre comment l'intégration des CVM est un déterminant de compétitivité d'une économie.

Certains points doivent être mis en relief dans la perspective d'une future recherche dans le contexte de ce travail, alors ce qui reste à suivre :

- S'il est obligé de mettre une stratégie, quelle sorte de stratégie faudrait-il opter ?
- L'adhésion à l'OMC est-elle une priorité pour rendre l'économie algérienne compétitive ?
- Si la compétitivité reste l'une des clés pour réussir sur le marché mondial, alors, quel sera l'avenir de nos entreprises ?

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrage :

- BERNARD Dubois, «marketing managment », 12^{ème} édition, France, 2006, P46.
- Charles I. Jones, « théorie de la croissance endogène », ECONOMIQUES, De Boeck Université, 2000, P29.
- GAELLE le Guirriec-Milner, «économie internationale », Gualino éditeur, lextenso éditions, Paris, 2009, P110.
- Isabelle Généau de Lamarlière. Jean-François, Principes de géographie économique, Editions Bréal, 2000, P364.
- JEAN Bourdariat, « le commerce international », L'Harmattan, Paris, 2011, P25.
- RAINELLI Michel, « la nouvelle théorie du commerce international », Editions la découverte, Paris, P10.
- MULLER Jacques, « manuel et application économique », DUNOD, Paris, 1999, P34.
- NYAHOHO Emmanuel. PROUX Priere-Paul, « le commerce international », Presses de l'université du Québec, Canada, 2000, P117.
- PERROUX François, « les théories de la croissance », DUNOD, Paris, 2004, P254.
- PHILIPPE AGION.PETER HOWITT, « théories de la croissance endogène », DUNOD, Paris, 2000, P355.
- PIERRE Dallenne. FREDERIC Buchy, « la mondialisation : nouvelles dynamiques géopolitiques et géoéconomiques », Ellipses, édition marketing S.A, Paris, 2013, P92.
- Thomas Houdré, Mathias Lelièvre « Délocalisations : acte II : comprendre les délocalisations de services en France », Presses des MINES, 2008, 158 pages

Mémoires :

- AMZIANE, Louiza , « le cycle de vie d'un produit et les stratégies d'internationalisation des entreprises », tizi -ouzou, 2014.
- CHAQRI Samir « les écoles de la théorie des organisations », université ibnou-zohr, Master Professionnel 2009.
- Fariza OUALI, Adel OUALI, « l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie : Approche VAR », thèse de master, option MBEI, 2011-2012, P17.

Sites :

- BAFD, OCDE, PNUD 2014 Perspectives économiques en Afrique - Édition thématique 195, www.africaneconomicoutlook.org/fr/pays consulté le 02/01/2016.
- Chine 2013, <http://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/brief-precis/brief-precis-08.aspx?lang=fra> consulté le 18/03/2016.
- Christophe JAFFRELOT, Jérôme SGARD, « **B.R.I.C.S.** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ex-B.R.I.C. », *Encyclopædia Universalis*, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/bresil-russie-inde-chine-afrique-du-sud-ex-b-r-i-c/>, consulté le 01/03/2016
- Economie interconnectées : comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales, Rapport de synthèse OCDE, 2013 <https://www.oecd.org/fr/sti/ind/economies-interconnectees-CVM-synthese.pdf> consulté le 10/04/2016
- Histoiretech, Les quatre dragons d'Asie : étude économique. <https://histoiretec.wordpress.com/2014/04/17/les-quatre-dragons-dasie-etude-economique/> consulté le 12/03/2016 ;
- <http://deleguescommerciaux.gc.ca/exporters-exportateurs/step2-etape2.aspx?lang=fra> consulté le 24-3-2016.
- <http://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/brief-precis/brief-precis-08.aspx?lang=fra> consulté le 11/02/2016.
- http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/3483/Qui_a_le_sourire__.html consulté le 15/03/2016.
- <http://www.worldinvestmentreport.org/fr/wir2013/wir2013-ch4/> consulté le 03/03/2016.
- https://www.wto.org/french/res_fbooksp_fwtr14-2c_f.pdf consulté le 27/ 11/ 2015.
- http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Rapport_annuel_2013_-_Chapitre_2__Chaînes_de_valeur_et_intégration_de_l'Afrique_dans_l'économie_mondiale.pdf consulté le 27 / 11/ 2015.
- http://www.finances.gov.madepfSitePages/publications/en_chiffresbord_annuel/taureau_bord_sectoriel.pdf consulté le 03/05/2016.
- http://www.finances.gov.madepfSitePages/publications/en_chiffresbord_annuel/taureau_bord_sectoriel.pdf consulté le 03/05/2016.
- http://www.finances.gov.ma/Docs/2015/DEPF/Note_automobile.pdf consulté le 26/ 11 /2015.

- http://www.finances.gov.ma/Docs2015/DEPF/Note_automobile.pdf consulté le 26/11/2015.
- http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/sro-na_promoting_regional_valuechain_fr_0.pdf consulté le 18/01/2016.
- http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/sro-na_promoting_regional_valuechain_fr_0.pdf consulter le 08/03/2016.
- Stratégie d'impartition et d'intégration verticale, <https://olivier.dossmann.net/wiki/blankours/0607/economie/300307c1> consulté le 23/02/2016.
- Trade in value added: China, http://www.oecd.org/sti/ind/tiva/CN_2015_China.pdf consulté le 11/05/2016.

Table des matières

Liste des abréviations

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Sommaire

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION GENERALE | 01 |
| Chapitre I : La mondialisation par les chaînes de valeur mondiales | 04 |
| Section I : la nouvelle forme d la division internationale du travail (DIT) | 04 |
| 1. Le concept de la division internationale du travail (DIT) : | 04 |
| 2.L'élargissement de la division internationale du travail : | 07 |
| 2-1 Les faits de la nouvelle DIT : | 07 |
| 2-2 Les nouvelles théories : | 09 |
| 3- Les enjeux de la nouvelle division internationale du travail : | 11 |
| 3.1La recherche d'une meilleure compétitivité..... | 11 |
| 3.2Transferts de technologies : | 12 |
| Section 02 : les chaînes de valeurs mondiales (CVM) | 13 |
| 1-Définition de la chaine de valeur mondiale et les raisons d'émergence : | 14 |
| 1-1 Définition : | 14 |
| 1-2 Les raisons de l'émergence des CVM : Erreur ! Signet non défini.Erreur ! Signet non défini. 7 | |
| 2- Quelques modes d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales : | 19 |
| 2-1 Ventes : | 19 |
| 2-2 Délocalisation : | 20 |
| 2-3L'impartition (sous-traitance) : | 20 |
| 2-4Coentreprise (joint-venture) : | 20 |

| | |
|---|----|
| 2-5 Les investissements directs étrangers (IDE) : | 21 |
| Chapitre II : Les chaînes de valeur mondiale et la croissance économique | 22 |
| Section 01 : les chaînes de valeur mondiales et la croissance économique (Approche théorique) | 22 |
| 1-Définition de la croissance économique : | 22 |
| 2-Les théories de la croissance économique : | 23 |
| 2-1 : Les théories classiques : | 23 |
| 2-2 : Les modèles des économistes keynésiens (Harrod, Domar) : | 24 |
| 2-3 : La théorie de Solow : | 24 |
| 2-4 Théorie de la croissance endogène..... | 25 |
| 3- Relation entre CVM/croissance économique : | 26 |
| 3-1 : Les CVM constituent une caractéristique importante dans l'économie mondiale : | 26 |
| 3-2 L'impact des CVM sur la croissance économique..... | 26 |
| Section 02 : Expériences de quelques pays émergent et non émergent | 29 |
| 1- L'importance de l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales pour les pays émergents et non émergents : | 29 |
| 2- Expériences des pays émergent : | 30 |
| 2-1 L'Afrique du Sud | 30 |
| 2-2 La Chine..... | 32 |
| 3- Expériences des pays non émergents | 35 |
| 3-1 La Tunisie | 35 |
| 3-2 Le Maroc | 38 |
| Chapitre III : Etude comparative du commerce extérieur Algérien et Tunisien | 41 |
| Section 01 : Cadre général du commerce extérieur Algérien | 42 |
| 1-Structure des échanges extérieurs en Algérie : | 42 |
| 1-1 Les principaux produits importés par l'Algérie : | 42 |
| 1-2 Les principaux produits exportés par l'Algérie : | 43 |
| 2- Analyse des échanges par secteur d'activité : | 45 |
| 2-1 Le secteur agroalimentaire : | 45 |

| | |
|--|-----------|
| 2-1-1 L'industrie des céréales : | 45 |
| 2-1-2 L'industrie sucrière : | 47 |
| 2-1-3L'industrie laitière et ses dérivés : | 48 |
| 2-1-4L'huile : | 48 |
| 2-1-5 Les eaux minérales : | 49 |
| 2-2 Le secteur d'énergie : | 49 |
| 2-2-1 Analyse de sous-secteur pétrolière : | 50 |
| Section 02 : l'économie Algérienne et tunisienne dans les CVM | 51 |
| 1-Répartition sectorielle du PIB : Algérie _Tunisie | 51 |
| 1-1Répartition sectorielle du PIB Algérien | 51 |
| 1-2 Répartition sectorielle du PIB Tunisien | 53 |
| 2-les structures des exportations et des importations de l'Algérie et de la Tunisie : | 54 |
| 2-1 Les principales exportations pour l'Algérie et la Tunisie | 55 |
| 2-2 Les principales importations pour l'Algérie et la Tunisie..... | 56 |
| 2-3Analyse comparative des destinations de l'Algérie et de la Tunisie..... | 57 |
| 2-4Analyse comparative des principales origines d'importation pour l'Algérie et la Tunisie | 58 |
| 3-Structures des exportations hors matières premières pour l'Algérie et la Tunisie..... | 58 |
| 3-1La part du marché d'exportation des produits : agricoles, manufacturés pour l'Algérie et Tunisie..... | 59 |
| 4-Les investissements directs étrangers en Algérie et Tunisie..... | 60 |
| 5-La participation en amont et en aval de l'Algérie et Tunisie aux CVM | 62 |
| 6-Analyse SWOT pour l'Algérie..... | 64 |
| 7-Analyse SWOT pour la Tunisie : | 65 |
| Conclusion générale | 67 |

Bibliographie

